

# la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE  
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Saint-Nazaire et le matériel humain

*par Paul MALNOE*

Rassemblement des socialistes

*par Roger HAGNAUER*

Liberté surveillée en Tunisie

*par Pierre RIMBERT*

L'histoire de la Commune  
a été escamotée

*par J. PERA*

“ La force des choses ”

*par Jules VITRY*

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois . . . . . 11 F  
Un an . . . . . 20 F

EXTERIEUR

Six mois . . . . . 13 F  
Un an . . . . . 24 F

Le numéro : 2 F

### ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la rédaction  
et l'Administration à la  
« Révolution prolétarienne »  
14, rue de Tracy — Paris (2<sup>e</sup>)  
Téléphone : CENTRAL 17-08

### PERMANENCE

Les jeudis de 18 h à 19 h  
Les samedis de 17 h à 19 h

### UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèque postaux  
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

## Sommaire du N° 492 - Mars 1964

Saint-Nazaire et le matériel humain . . . . .	P. MALNOE
Rassemblement des socialistes . . . . .	R. HAGNAUER
Chronique de l'Union des Syndicalistes : Le traitement binôme, mot d'ordre dyna- mique de la fonction publique. — Pau- vreté et inégalité des salaires. — Notre coopérative et le développement de l'Union des Syndicalistes . . . . .	R. GUILLORE
Pour l'Espagne libre.	
La voix des syndicalistes de la Loire : Moins de constructions sous la V <sup>e</sup> Répu- blique. — Bravo, la jeunesse paysanne ! Entorses au plan de stabilisation. — Un aspect du né-socialisme russe. — L'évolution de la condition prolétarienne. — L'organisation du travail temporaire.	
Une mise au point de Georges Lefranc.	
Vers un quatrième cycle de la civilisation	R. LOUZON
Ni pour, ni contre la baisse des prix : pour l'échelle mobile . . . . .	M. LIME
La réforme de l'entreprise à l'usine . . . . .	J. GUIBE
Impressions de Tunisie . . . . .	P. RIMBERT
L'expérience socialiste yougoslave . . . . .	E. CHOVET
Encore sur les impôts . . . . .	L. SIMON
L'histoire de la Commune a été escamotée	J. PERA
La force des choses, celle des mots et celle des origines . . . . .	J. VITRY
Trente ans après : « La Pravda » parle des crimes de Staline . . . . .	F. CHARBIT
Albert Thierry et Marcel Martinet . . . . .	R.H.
Marcelot.	

## ENTRE NOUS...

Les responsables de l'Union des Syndicalistes et le noyau de la R.P. ont voulu infliger un démenti cinglant à ceux qui les accusent de survivre en s'accrochant à des ruines. La constitution de la Coopérative : les Editions syndicalistes, l'installation dans un nouveau local — ce sont là des initiatives d'autant plus audacieuses que nous sommes partis sans aucune réserve financière, sans « trésorerie », avec un budget où les recettes s'essouffent toujours pour atteindre les dépenses, soumis aux servitudes et aux angoisses d'une existence au jour le jour, sans aucun espoir, sans aucun désir d'aide « extérieure »... même désintéressée !

Audace qui ne se justifie que par une confiance inébranlable en notre œuvre, la certitude que nos fidèles amis ne nous abandonneront pas.

On a discuté cependant avant d'entreprendre les premières démarches officielles. Les militants de l'Union et du noyau n'auraient pas accepté d'être placés devant le fait accompli. Ils ne sont pas de ceux qui préfèrent le soulagement de l'obéissance et de la résignation aux fatigues et aux troubles des débats et des oppositions. Mais il est une certitude préalable qui fut hors de toute discussion. C'est que la R.P. devait être la première bénéficiaire de l'opération entreprise.

Et pas seulement à longue échéance. Dans l'immediat, on connaît les plus grands risques, on pourrait douter du succès des initiatives prises, si l'effort accompli pour la constitution de la coopérative, la location et l'aménagement du nouveau local devait aboutir à une diminution des recettes ordinaires de la R.P., au ralentissement de la rentrée des abonnements et des souscriptions.

Nous n'hésitons pas à poser nettement la ques-

tion. Notre revue a été fondée pour « chercher la vérité et la dire ». Son originalité c'est de rester la seule publication française qui ne craint pas plus la sincérité dans sa vie intérieure que dans l'observation des faits et le commentaire des réalités ouvrières nationales et internationales.

Pour que la coopérative puisse accomplir la tâche fixée par ses fondateurs, il faut un public qui se maintienne, se développe et se renouvelle constamment. Et pour rassembler ce public, pour l'attacher solidement à l'institution, il n'est pas de moyen plus immédiatement efficace que notre revue.

Il n'est pas question de demander aux abonnés et aux amis de multiplier leur participation financière, afin de répondre seuls à la multiplication des besoins. On était assuré de ne pas s'adresser vainement aux fidèles amis. Mais leur constance, leur volonté, leurs sacrifices seraient inutiles et insuffisants s'ils ne jugeaient pas la nouvelle étape, comme le temps d'un nouveau lancement de la R.P.

Il faut, avant tout, prospector partout sans se lasser dans la masse des abonnés possibles. Faire connaître la R.P. aux jeunes et aux anciens, à tous les militants ouvriers, à tous les intellectuels qui entendent s'associer au mouvement ouvrier, à ceux qui éprouvent quelque curiosité sympathique pour toutes les réalisations syndicalistes, ou quelque ambition passionnée de renouvellement du socialisme, ou que désirent plus ou moins consciemment la renaissance ou la rénovation du syndicalisme.

Ne pas se décourager surtout. Il y a à remonter le courant de facilité, à vaincre la tendance paresseuse à recevoir sans rien donner. Mais nous avons l'habitude de telles performances.

# ST-NAZAIRE ET LE MATÉRIEL HUMAIN

A la fin de l'année dernière, plus de 15.000 salariés étaient occupés dans la métallurgie nazairienne. C'est donc une très forte concentration ouvrière dans une ville de 50.000 habitants.

La Construction Navale — les Chantiers de l'Atlantique — emploie directement ou indirectement la grosse majorité de la population active; Sud-Aviation, seule industrie distincte, emploie environ 2.700 salariés.

Au mois de décembre 1963, 8.893 salariés travaillaient aux Chantiers de l'Atlantique contre 10.776 en 1956. Cette réduction de personnel provient du fait que les ouvriers qui ont dû arrêter leur travail — retraite, maladie, démission, décès — n'ont pas été remplacés, toutes les embauches d'horaires ayant été supprimées depuis 1956; seuls, les jeunes (une centaine environ par an) formés au centre d'apprentissage des Chantiers, ont été pris dans les ateliers; par contre, l'effectif mensuel est resté stable, et a même progressé chez les ingénieurs.

Les autres métallurgistes sont ou étaient employés aux Fonderies de Saint-Nazaire; Ateliers et Forges de l'Ouest, Etablissement Lange, Tôleries de Saint-Nazaire, Bastian, etc. Ces petites entreprises sont, en fait, des sous-traitants de la Construction Navale et leur activité dépend essentiellement de la bonne volonté des Chantiers.

Une partie importante des ouvriers qui travaillent à Saint-Nazaire vient de la périphérie de la Brière, de la côte, et aussi de lieux éloignés parfois de plus de 60 kms dans le Morbihan, Ille-et-Vilaine, pour la raison fort simple qu'en dehors de Saint-Nazaire il n'existe pratiquement pas d'industrie dans cette région bordée par l'océan Atlantique avec ses plages de Pornichet, La Baule, Le Pouliguen qui, dans un passé encore récent, étaient l'apanage d'une certaine classe dont le mérite n'a jamais été celui de se salir les mains en travaillant, et par un arrière-pays très pauvre: la Grande Brière.

C'est la toile de fond: d'un côté luxe, opulence (pendant la « saison » la pension d'un chien dans un grand hôtel de La Baule équivalait au salaire que percevait, par jour, un ouvrier des chantiers), de l'autre côté, une population comme tant d'autres qui ne demande qu'à vivre de son travail mais à qui on accorde parcimonieusement son dû. Si parfois la colère des travailleurs s'est exprimée, c'est que le comportement, l'intransigeance patronale, étaient tels qu'ils ne pouvaient amener que la révolte. Rappelons pour mémoire que les salaires sont restés bloqués de 1951 à 1955, et on comprend beaucoup mieux alors les raisons, les causes d'une action qui a été d'autant plus violente que les motifs de mécontentement se sont accumulés pendant des années.

Aujourd'hui, 1.535 travailleurs de la métallurgie (1 sur 10) sont licenciés, en préavis de licenciement ou suivant la nouvelle formule, mis en pré-retraite. De toute façon ils sont dégaugés des effectifs, et les patrons nazairiens ont, comme hier, de lourdes responsabilités dans cette situation.

Le malaise, les difficultés que connaît Saint-Nazaire étaient prévus depuis longtemps. Nous savions, étant donné la rapidité de construction des navires, surtout des pétroliers, des minéraliers, etc., que la crise était inéluctable, que se poserait tôt ou tard le problème de l'emploi dans les chantiers nazairiens.

De longs développements seraient nécessaires pour analyser les composants de ce problème, c'est pourquoi il faut se borner à citer l'essentiel.

La crise de la Construction Navale n'est pas seulement nationale, elle est internationale. Elle n'est pas le fait uniquement de la conjoncture, mais est due surtout au développement sensationnel des moyens de production et à l'évolution du tonnage des navires.

Le problème très grave qui se pose dans cette industrie, comme dans d'autres d'ailleurs, n'est pas uniquement un problème de commandes. A Saint-Nazaire par exemple, le plan de charge de la forme Jean-Bart est utilisé au maximum jusqu'à la fin de 1965, et même s'il y avait des commandes de plusieurs navires, le problème de l'emploi n'en serait pas résolu pour autant.

Depuis quelques années les employeurs ont investi des sommes considérables pour moderniser les chantiers et les rendre compétitifs; aujourd'hui, c'est clair, c'est net, il faut liquider, purger les ateliers et les bureaux, « faire la chasse au cheveu gris », licencier tous ceux que le patronat considère comme inutiles pour sa production, soit parce qu'ils sont trop âgés, ou handicapés physiquement. Il faut moderniser l'infrastructure humaine.

Le drame de nos chantiers c'est que le personnel a vieilli, alors M. Pinczon se conduit comme il le dit si bien « en chirurgien »; tout ce qui n'est pas assez rentable est jeté à la rue; d'un trait de plume, on supprime une usine comme les Fonderies de Saint-Nazaire.

Car tout cela, sans aucun doute, cache une vaste opération financière; le gouvernement a diminué l'aide à la construction navale, alors qu'à cela ne tienne! les Fonderies sont liquidées (le capital avait été augmenté au mois de novembre 1963!...) et puisqu'il faut être compétitif, on produira autant et même davantage avec beaucoup moins de personnel.

Les faits sont là, peu importe le nombre d'années passées dans les ateliers, peu important les souffrances endurées, la maison qu'on a pu construire en économisant sou à sou, le coin de terre où l'on est né, où les enfants ont grandi: les travailleurs subiront les changements en cours, s'ils n'ont pas de travail à Saint-Nazaire, ils iront dans l'Est, dans le Nord, et même en Suède avec la recommandation de M. Pinczon, comme le bétail qu'on change de pré.

Voilà la vérité, voilà où conduit la productivité en régime capitaliste.

C'est pourquoi nous considérons que la lutte des travailleurs nazairiens est en même temps la lutte de tous les travailleurs. Actuellement nous sommes parmi les premiers touchés, demain d'autres le seront dans les mêmes conditions, et c'est devant les licenciements de nos camarades que saute aux yeux le fait brutal qu'est la lutte de classe et la nécessité absolue de la solidarité ouvrière, car il n'est pas pensable que dans des chantiers on pratique encore des horaires excessifs de travail, dépassant même le cadre des dérogaations exceptionnelles de 60 heures, alors qu'ailleurs on licencie des travailleurs.

Et, comme le disait fort justement notre camarade Laval, aujourd'hui, le problème qui se pose avec force est: admettre les licenciements, admettre qu'il y ait des milliers de chômeurs, ou réduire la durée du travail.

Paul MALNOE.

# RASSEMBLEMENT des SOCIALISTES

*Dans le dernier numéro de la R.P. nous avons consacré un article au dialogue entre socialistes et communistes et aux colloques réunis pour examiner les possibilités de vaste unité socialiste, de renouvellement des thèmes socialistes classiques. La plus grande partie de notre étude posait le problème général des rapports entre les partis et les syndicats — et celui beaucoup plus important du caractère même des institutions socialistes, de ce qu'il faut ajouter à la société industrielle pour qu'elle s'oriente vers le socialisme authentique.*

*Cependant pour alléger un article déjà trop long et ne pas fatiguer des lecteurs aux digestions difficiles, j'ai volontairement laissé au marbre des paragraphes que je crois utile de publier aujourd'hui sans retouches.*

## DES EXPERIENCES DE 1934 ET DE 1945 AUX INITIATIVES 1964

Limitée dans l'espace, la discussion se localise aussi dans le temps. Ce qui anime essentiellement tous les « debaters », c'est la lutte contre le gaullisme, la préparation des futures élections présidentielles et beaucoup plus le renversement que la succession du régime actuel. On ne prévoit même la succession que pour augmenter les chances du renversement. Et nous voilà rajeunis de trente ans. Au lendemain du « coup de force » du 6 février 1934, de l'établissement de l'Union Nationale personnifiée par l'un des plus médiocres politiciens de la Troisième : Gaston Doumergue... on vit naître de multiples planismes et le Rassemblement populaire formé dès 1934 n'élabora un programme gouvernemental que pour assurer son succès électoral de 1936. Lorsque la défaite du Troisième Reich parut probable, en 1943 et 1944, le Conseil National de la Résistance se payait aussi le luxe d'édifier une charte « révolutionnaire » qui ne démontra son efficacité que par la mise en place, en 1945 d'un gouvernement et d'institutions tripartites (M.R.P., socialistes et communistes) coiffés du képi gaulliste...

Ces expériences pourraient justifier notre scepticisme. Mais nous nous laissons prendre au jeu. Nous resterons sur les terrains choisis par les protagonistes d'un nouveau rassemblement socialiste.

Après tout, les expériences de 1936 et de 1945 nous ont laissé au moins une certitude que la suite n'a pas démentie : c'est qu'il est des négations préalables absolument nécessaires. Nous en sommes là aujourd'hui. Dissocier l'Union nationale pseudo-fasciste avant-hier, abattre l'hitlérisme... hier... Liquider le gaullisme... aujourd'hui. D'abord cela. Après on verra !...

## LE P.C. ET LE SOUTIEN DE L'U.R.S.S.

R. Guillot (*le Populaire* du 30-1-64) pose le problème du « soutien inconditionnel » de l'U.R.S.S. Malgré les frémissements que l'on décèle dans les cellules et dans l'appareil, rien n'autorise le moindre doute sur cette servitude fondamentale du P.C. Jusqu'à maintenant, c'était bien la politique soviétique qui expliquait tous les tournants et même tous les débats internes. Les « Chinois » d'aujourd'hui sont déjà exclus. Aujourd'hui encore, c'est à Khrouchtchev de décider de l'attitude en face de de

Gaulle. C'est d'ailleurs à lui que se sont adressés les socialistes au cours de leur visite en U.R.S.S. A cet égard les suites du voyage de Giscard d'Estaing à Moscou pèseront sans nul doute sur les décisions de Maurice Thorez beaucoup plus que les appels des uns et les questions des autres. Faut-il rappeler que lorsqu'en 1935, on connut en France la fameuse déclaration de Staline à Laval justifiant la politique française d'armements, l'appareil dirigeant du Parti, jusque là partisan inconditionnel du défaitisme de Lénine, s'aligna sans observations, ni murmures, sur la position stalinienne ? Les opposants ne purent s'affirmer que hors du Parti. Même docilité non sans quelques déchirements après le pacte Hitler-Staline de 1939. Les opposants qui ne sautèrent pas dans le parti hitlérien de Doriot, qui restèrent antihitlériens et participèrent même à la Résistance subirent des accusations déshonorantes, des poursuites et des persécutions, furent parfois abattus lors des sanglants désordres de la Libération. Encore même docilité, plus ou moins retardée, lorsque Staline eut engagé toutes ses forces contre le plan Marshall.

Nous avons envisagé un accord formel ou implicite entre de Gaulle et Khrouchtchev. Ceux qui nous avaient reproché notre parti pris délirant, jugent-ils normal l'essai actuel d'axe Paris-Pékin ? Etait-il impossible d'imaginer Moscou prenant contre Washington la place de Pékin ? Est-il invraisemblable que cette solution de rechange redevienne valable ? Alors que vaudront les engagements de Maurice Thorez, cautionnant l'adhésion du P.C. au rassemblement antigauilliste ?

Mais nous ne sommes pas prisonniers du passé au point de nier toute évolution sinon dans l'âme d'un Thorez ou d'un Duclos — du moins à la base du Parti et dans les rapports entre la base et l'appareil. Il semble que le Parti ne soit plus une simple passoire par laquelle les adhésions coulent et disparaissent. C'est certainement qu'il est moins dynamique et que ses exigences sont moins épuisantes. C'est probablement parce qu'il n'est plus monolithique. Est-ce parce qu'à la base le prestige de l'U.R.S.S. est quelque peu dévalué ? Est-ce le prolongement des contradictions internes que l'on perçoit dans le système soviétique ? Nous vivons peut-être un tournant historique d'une ampleur exceptionnelle, dont nous n'avons pas encore conscience. Peut-être perdons-nous un temps précieux en dénonçant le soutien inconditionnel de l'U.R.S.S. par le Parti Communiste. Car pour les communistes de la base, les plus sincères et les plus sérieux, la logique impose de reconnaître comme leur seule patrie, celle où le socialisme s'est réalisé. *Ce qui est beaucoup plus long, beaucoup plus difficile, mais qui sera en fin de compte, beaucoup plus efficace, c'est de démontrer que l'U.R.S.S. — comme la Chine populaire — ne représentent pas le socialisme, sont plus éloignées du vrai socialisme que les démocraties capitalistes.*

## NOYAUTAGE ET BOLCHEVISATION DES SYNDICATS

*Dans notre article de février 1964, nous nous sommes efforcés de limiter la responsabilité de Lénine qui ne se distinguait pas de Kautsky*

et des marxistes orthodoxes dans la condamnation du « mouvement spontané de la classe ouvrière, » dans le monopole attribué au Parti de diriger politiquement la classe ouvrière — qui, d'autre part, ayant conçu, voulu et accompli la scission au sein de l'Internationale socialiste, s'opposa à la scission dans les syndicats, en recommandant de ruser avec les chefs réformistes pour éviter les exclusions, en condamnant les « gauchistes » de l'Internationale Communiste et les révolutionnaires anarchistes partisans de « syndicats rouges » tout neufs. Nous n'avons pas nié qu'il fut le premier théoricien du noyautage communiste de toutes les organisations ouvrières. Mais cette opération qui lui paraissait nécessaire et urgente, alors qu'il croyait à l'imminence d'une révolution européenne prolongeant l'Octobre russe, que nous pouvons justifier ou critiquer rétrospectivement, ne peut être confondue avec les grandes manœuvres stalinienne aboutissant à soumettre à l'Etat russe, tous les partis communistes et tous les syndicats conquis par les communistes. Nous rétablissons ici deux paragraphes, réservés le mois dernier.

Encore un fois nul ne peut imaginer ce qu'aurait voulu, dit et fait Lénine après 1924. Tandis que nous savons ce que fit Staline. Comment il imposa son appareil, d'abord en U.R.S.S., puis dans toute l'Internationale. On laisse encore se perpétuer une déplorable confusion en dénonçant simplement l'action de nouveaux communistes au sein des syndicats.

Sans doute cette cristallisation des tendances organisées reste préjudiciable au mouvement syndical, substitue la discipline d'une fraction à celle du syndicat, annihile toute spontanéité créatrice dans les débats. Mais la « bolchévisation » des syndicats, ce fut tout autre chose... et c'est toujours autre chose. C'est exactement la colonisation des syndicats par des « commandos » animés par le bureau du Parti, soumis totalement aux consignes du Parti. Et c'est justement la F.E.N. qui offrit l'un des exemples les plus saisissants de ces manœuvres — lorsqu'il y a quelques années, la Fédération cégétiste de l'Enseignement s'aneantit, sur l'ordre du Parti, contre la décision unanime de son congrès.

## NOTRE FORCE

### FONCTION DE NOS DEFAITES

Nos observations formulées ci-dessus datent de janvier 1964. Elles n'étaient pas strictement « actuelles ». Nous pouvons les formuler aujourd'hui, dans les mêmes termes qu'hier, qu'avant-hier, rien ne nous laisse espérer ou craindre qu'elles seront anachroniques dans les temps qui viennent. Et le colloque des 8 et 9 février (1) auquel nous avons participé ne nous a pas convaincu de notre archaïsme.

(1) C'est, bien entendu, à titre purement personnel que j'ai été invité à ce colloque socialiste que présidait le secrétaire-général adjoint du Parti socialiste, mais auquel participaient des militants du P.S.U., de la C.F.T.C., des différents clubs, et un certain nombre de personnalités socialistes. Il avait été précisé que la presse n'était pas invitée. Cependant le *Monde* et l'*Express* ont publié des espèces de comptes rendus, d'ailleurs incomplets. Je n'imitai pas certains invités professionnellement indiscrets. Mais allusions aux opinions exprimées là pourraient se justifier par d'autres références.

Le débat était préparé par un rapport introduc-

Ce qui fait notre force, ce qui donne quelque valeur à nos évocations du passé, c'est peut-être que nous ne présentons à nos cadets qu'un bilan négatif où les défaites pèsent plus lourdement que les succès, où ceux-ci (si incontestables qu'ils soient) se perdent dans le moutonnement des habitudes, tandis que celles-ci émergent comme les Furies du Remords.

Nous avons subi depuis la débâcle de 1914 des défaites et des désastres que nous rappelons fréquemment avec une sorte de masochisme. Pas avec l'humilité de l'examen de conscience. Pour en tirer un enseignement fructueux. Fut-ce l'impuissance de notre syndicalisme ? Ou insuffisance et incapacité des militants de notre génération ? La question reste entière. Mais de grâce que l'on nous épargne les propos condescendants et pitoyables de « Superbes », campés sur leurs certitudes. Depuis 1914, nous avons admiré à Paris les hautes et riches constructions de trois ou quatre expositions universelles... Une semaine après la clôture, il n'en restait que poussières vite balayées. La R.P. s'est toujours serrée depuis 1925 dans de pauvres locaux. Mais elle existe encore...

## PRESENCE DE CHRETIENS ABSENCE DE DEFFERRE

Mais notre présence au colloque socialiste pouvait paraître insolite. N'était-il pas nécessaire de poser quelques préalables ?

Confessons-le. Nous n'avons pas été gênés par la présence de militants C.F.T.C., dont les interventions n'auraient pas été déplacées dans un des congrès auxquels nous avons assisté ou participé depuis quarante ans. Cela ne résout pas, évidemment, la question de principe, l'anomalie d'une centrale syndicale à base confessionnelle. Mais la suppression du qualificatif : chrétiens dans le titre ne peut être interprétée comme un simple changement d'étiquette. Pas plus qu'on n'a le droit de négliger la participation de syndicats « chrétiens » à la lutte ouvrière, ou celle du syndicat C.F.T.C. de l'Education Nationale à la défense de l'Ecole laïque. On comprend à la rigueur que le bureau du syndicat des Instituteurs se tienne, à l'égard de la C.F.T.C., sur une position négative inflexible. Les légitimes préventions de ses mandants placés à la pointe du combat laïque orientent sur ce plan la large majorité dont il dispose encore — heureusement ! — malgré les opérations de la minorité post-stalinienne et l'opposition systématique de l'Ecole Emancipée. Mais l'implacable rigueur de celle-ci menant contre la C.F.T.C. un véritable tir de barrage ne paraît guère motivée par les seuls impératifs de la lutte des classes et de l'action révolutionnaire. Nos camarades du P. S.U. ne semblent pas souffrir de la présence dans leurs rangs de disciples de Marc Sangnier, d'animateurs de la Jeune République. Dans nos batailles d'antan contre la guerre, le fascisme, l'hitlérisme, le colonialisme, nous avons supporté sans trouble la compagnie de chrétiens et de catholiques.

Nous n'avons pas été plus gênés par les anticipations électorales de l'antigaullisme, qui n'alimentèrent aucun débat et furent à peine perceptibles au cours de brèves allusions. Nous ne

tif de Roger Quilliot, J'ai peut-être paru dur pour celui-ci dans le dernier numéro de la R.P. Mais je dois reconnaître que le rapporteur m'a agréablement surpris par la clarté et la probité intellectuelle de son rapport. Ce professeur gagne à être connu.

croions pas que des syndicalistes et des libéraux — quelle que soit leur hostilité à la pratique électorale et parlementaire — puissent se désintéresser de tout ce qui ébranlera ou détruira le système « paternaliste » dont nous constatons tous la malfeasance. Mais enfin ce n'était pas là l'objet avoué du colloque.

## SOCIALISME DES INTELLECTUELS OU SOCIALISME OUVRIER

En fait, le débat ne s'est localisé dans l'actualité qu'à propos de la laïcité et des rapports avec les communistes. Encore la première question fut-elle élevée jusqu'au plan philosophique. On a, au contraire, disjoint les possibilités tactiques du dialogue avec le P.C. du problème général de l'étatisme totalitaire « rouge ». Nos camarades du P.S.U. soutiennent que les colloques doivent immédiatement s'ouvrir aux communistes. Ils furent les seuls à le dire nettement. Mais l'objection majeure qu'on formula, ce fut le désir de ne pas contrarier les efforts de l'opposition au sein du P.C. en regonflant le « prestige » d'une direction quelque peu discréditée.

Mais la plupart des confrontations ranimèrent dans notre esprit la contradiction majeure — exposée, il y a plus de quinze ans, dans nos colonnes, sous un éclairage historique, par Louzon et Péra — entre le socialisme des intellectuels et le socialisme ouvrier. On y reviendra en célébrant le centenaire de la Première Internationale. J'ai rappelé que celle-ci naquit d'une initiative d'ouvriers parisiens et londoniens ; j'ai profité aussi du trentième anniversaire des journées de 1934 pour préciser ce souvenir — quelque peu estompé aujourd'hui — que le fameux cortège socialo-communiste spontanément formé le 12 février 1934 sur la place de la Nation, n'aurait pas été concevable si la C.G.T. n'avait pas lancé le mot d'ordre de grève générale.

Reconnaissons, pour être équitable, que les synthèses élaborées dans les « clubs » révélèrent une richesse intellectuelle presque somptueuse. C'est peut-être notre faiblesse de préférer la « chaleur humaine » des exposés consacrés aux expériences à la base, que ce soit par les représentants des « Jeunes paysans », par mon ami Bayard, des Coopératives, ou par M.-T. Eyquem qui — au nom de la Ligue démocratique des Femmes — attira l'attention, en un remarquable exposé, sur la responsabilité des militants quant à « l'indifférence politique des femmes » (terme évidemment injuste et injurieux).

Et il est heureux que certains (André Ferrat, par exemple) aient placé le « citoyen » individuel, dressé contre les Pouvoirs, échappant aux servitudes du centralisme, au cœur de la Renaissance de la Démocratie.

## LA SIGNIFICATION DE L'INDEPENDANCE DU SYNDICALISME

Faut-il cependant insister encore sur la place du syndicalisme dans ce renouvellement du socialisme ? En fait, « intégrationnistes », réformistes et partisans révolutionnaires ne voient les syndicats que du même point de vue — celui de l'Etat d'aujourd'hui ou... de demain que les uns (évidemment absents du colloque) veulent les inclure dans l'appareil législatif — que les autres réclament leur participation aux discussions sur les « plans » d'économie dirigée

— que d'irréductibles opposants à l'Etat actuel les élèvent à la dignité de masse de manoeuvre dans la conquête du Pouvoir — ce sont là des variétés d'un étatisme essentiellement contraire à notre syndicalisme.

Celui-ci ne proclame pas son indépendance par vocation révolutionnaire — c'est au contraire son indépendance — l'indépendance de son organisation, de son action et de ses hommes — qui lui confère un caractère essentiellement révolutionnaire. C'est par lui que peuvent se former « ces cellules de base » qui, en « s'ajoutant » à la société industrielle, édifieront un socialisme authentique conçu POUR les travailleurs, réalisé PAR les travailleurs.

On veut nous confondre avec l'invention de la « neutralisation politique » des syndicats. On la juge néfaste, sinon impossible. Avons-nous soutenu une prétention aussi absurde ? Ce sont justement les marxistes de stricte obédience qui ont voulu maintenir les syndicats sur le terrain du « corporatisme ». L'indépendance du syndicalisme, c'est exactement le contraire de la neutralisation corporative. Elle implique une politique ouvrière dont peut-être la seule originalité, c'est de n'être orientée, ni par les intérêts de l'Etat, ni par les ambitions des partis, ni par les servitudes nationales. Ainsi porte-t-elle en elle des possibilités internationalistes ; alors que la notion fondamentale d'un socialisme international par définition n'a guère pesé sur les débats du colloque.

C'est en fonction de ces préalables que nous pouvons participer aux efforts de renouvellement du socialisme. C'est aussi ce qui oriente nos espoirs d'unité syndicale.

Nous n'avons pas jugé la foi chrétienne de nos camarades de la C.F.T.C. incompatible avec le syndicalisme ouvrier. Raison de plus pour critiquer sans ménagements la conception formulée par certains d'entre eux (et non des moins représentatifs) d'une sorte de « politisation du syndicalisme ». On est contre l'intégration... mais aussi « contre la phobie de l'intégration » (sic !), et l'on qualifie la Charte d'Amiens de... « vieux monument vénérable » (resic !).

La vénération est une vertu religieuse qui ne nous convient guère. Dans les églises et les temples, les versets de l'Evangile tombent intangibles et sacrés sur les têtes des fidèles, alors que son esprit fut souvent trahi par les prêtres catholiques et les pasteurs luthériens et calvinistes. Et cependant, dit un policier mexicain campé dans « la Puissance et la Gloire » (2) depuis que « le crotin du lion qui avait bouloché un martyr sentait l'encens », on n'a rien trouvé pour remplacer... « ce vieux truc »... Ce vieux « truc » de la Charte d'Amiens — que l'on me pardonne cet irrévérencieux rapprochement — a assuré l'unité de la classe ouvrière, et il n'est pas dans le monde, depuis 1906, de victoire ouvrière durable qui ne s'explique par le retour à l'esprit de la Charte d'Amiens. Et les « repenseurs du syndicalisme » n'ont jamais rien trouvé d'aussi efficace.

Roger HAGNAUER.

(2) Il s'agit non du roman de Graham Greene, mais de l'émission télévisée tirée du roman, projetée le samedi 7 mars.

# CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

## Le traitement binôme, mot d'ordre dynamique de la Fonction publique

Nous avons déjà eu l'occasion de parler du traitement binôme, comme mode de rémunération des fonctionnaires, et, peut-être, comme nouvelle structure du salaire, revenu du travailleur. Il est appelé binôme parce qu'il est formé de deux parties, l'une qui est constante, la même pour tous, et qui pourrait s'appeler le minimum social ; l'autre qui est variable, qui dépend du coefficient hiérarchique de la fonction occupée. Comme on va le voir, le traitement binôme ne supprime pas la hiérarchie, prise comme un état de fait de la société industrielle et qui évolue avec elle ; il freine seulement l'exubérance de la hiérarchie. Comme nous le verrons aussi, il peut avoir bien d'autres vertus, pourvu qu'il soit employé comme un levier : il peut impulser une lutte d'ensemble des travailleurs de la fonction publique ; peut-être même est-il capable, dans le développement, de devenir une base revendicative et dynamique dans la longue bataille sociale des ouvriers.

Avant d'essayer de rappeler concrètement en quoi consiste le traitement binôme, nous devons déjà constater qu'il s'est frayé un chemin dans des syndicats de fonctionnaires, plus particulièrement dans la Fédération de l'Education Nationale. Il fut proposé par Ruff, secrétaire du syndicat de l'enseignement de la région parisienne, et aussi par « l'Ecole Emancipée ». La question de la priorité entre ces deux promoteurs n'a pas d'importance, mais le patronage de « l'Ecole Emancipée » a suffi, comme il est habituel, à taxer d'utopie cette nouvelle formule. Je connais ainsi beaucoup de « d'utopies » que j'ai vues devenir, lentement, mais sûrement, des revendications normales, et même parfois des réalisations bien établies. Encore au dernier congrès du Syndicat National des Instituteurs, le secrétaire permanent, rapporteur des questions corporatives, affectait quelque mépris pour le traitement binôme. A la fin de notre compte rendu de ce congrès, nous écrivions : *« Je veux bien que nos militants de tête se trouvent dans la fonction publique devant une situation de fait. Il ne serait pas « réaliste » de n'en pas tenir compte. Mais, puisqu'ils sont si « avancés » sur le plan syndical, puisqu'ils veulent donner l'exemple sur bien des points, sur l'unité syndicale et sur d'autres, pourquoi ne seraient-ils pas aussi à l'avant-garde sur ce problème primordial des traitements et de leur hiérarchie ? Il y a là une belle position syndicaliste à occuper. »*

Le Syndicat de l'enseignement de la région parisienne vient d'occuper cette position dans son congrès récent. Le traitement binôme y a été présenté et défendu, non seulement par Ruff, mais aussi par Vessilier, un spécialiste des questions corporatives auquel personne ne dispute la prééminence. Le principe et la formule du traitement binôme y ont été admis par la quasi-totalité des délégués. Je n'étonnerai personne en disant que les seules réticences vinrent des réactionnaires communistes qui, en dépit des manifestations d'unité et d'unanimité qui sont pour le moment de règle, ont du mal à abandonner un peu leur farouche défense de la « hiérarchie ». Voyons maintenant ce qu'est ce traitement binôme, pourquoi et comment il

pourrait faire repartir une bataille ordonnée de la fonction publique, actuellement empêtrée dans une invraisemblable « grille » dont chaque catégorie se réclame d'autant plus fort que, pratiquement, elle la viole pour avancer, tant bien que mal, sans que les autres catégories s'en aperçoivent tout de suite.

\* \*

Admettons que le traitement du fonctionnaire le moins payé soit actuellement de 40.000 anciens francs par mois, ce qui est à peu près conforme à la réalité. Supposons que nous voulions augmenter substantiellement ce traitement de base, le porter par exemple à 60.000 francs, ce qui, on en conviendra, ne serait pas, par les temps qui courent, un pont d'or. Voyons ce qui va se passer avec la hiérarchie actuelle. Prenons, par exemple, le fonctionnaire à l'indice 600 (ce n'est pas celui qui est en haut de l'échelle) : il gagnait  $40.000 \times 6$ , soit 240.000 francs ; son traitement serait porté d'un coup à 360.000 francs, soit une augmentation mensuelle de 120.000 francs, égale à elle seule au double du traitement de base tout entier ! Il faut souligner que ces 120.000 francs permettraient de satisfaire des besoins de faible nécessité, des besoins de luxe, alors que les 20.000 francs à la base étaient indispensables pour la satisfaction de besoins de première nécessité. L'injustice en serait plus scandaleuse.

ELLE L'EST MOINS, GRACE AU FISC. Il faut insister sur ce point très important : la fiscalité referme l'éventail hiérarchique. La question est ainsi posée aux cadres : voulez-vous reverser à l'Etat une grande partie de votre augmentation théorique, ou bien voulez-vous être vraiment solidaires des autres travailleurs en acceptant une plate-forme revendicative qui soit capable de les entraîner avec vous ? Dans les conditions actuelles, une augmentation suffisante du traitement de base est rendue impossible en raison de ses répercussions hiérarchiques. La répartition de la somme globale accordée par le pouvoir aboutit généralement à une augmentation dérisoire pour les traitements les moins élevés ; les petits fonctionnaires ne veulent pas lutter pour les gros ; l'action syndicale d'ensemble en est compromise au départ.

Voyons ce qui se passerait avec le traitement binôme. Supposons que le nouveau traitement de base de 60.000 francs se décompose en 20.000 francs — traitement minimum social attribué à tous — plus 40.000 francs, part professionnelle hiérarchisée. Le coefficient 6 ne va s'appliquer qu'à cette partie mobile. Le fonctionnaire à l'indice 600 touchera donc, après l'augmentation : 20.000 francs plus  $(40.000 \times 6)$  égale 260.000 francs. Il aura donc lui aussi, dans ce cas particulier, une augmentation mensuelle de 20.000 francs, comme son camarade syndiqué de petite catégorie. Il en redonnera un peu moins au fisc. L'exemple que nous avons choisi aboutit à une augmentation uniforme de 20.000 francs, qui permettrait de repartir ensuite sur des bases nouvelles.

Si vous voulez absolument que l'augmentation du plus fort soit toujours, en valeur absolue, supérieure à celle du plus faible, vous diminuerez un peu la partie fixe pour augmenter un peu la partie mobile. Ainsi, l'amour-propre du « cadre » sera satisfait. Surtout, le petit fonctionnaire aura enfin la certitude qu'il lutte pour quelque chose, et il

l'emportera pour tous. Mais le traitement binôme va bien plus loin dans la transformation du salaire, non seulement pour les travailleurs de la fonction publique, mais pour tous ceux dont le revenu trouve sa source dans le travail socialement nécessaire (juge socialement nécessaire dans les conditions de la société actuelle). Avant d'aborder ce point fondamental, remarquons déjà que, pratiquement, l'industrie privée a souvent adopté un système qui n'est pas sans analogie : le coefficient hiérarchique est généralement appliqué à un salaire de base fictif, inférieur à celui qui correspond au coefficient 1. C'est ainsi que l'on a tourné l'impossible système hiérarchique proportionnel.

\*\*

Revenons au double aspect du salaire qu'introduirait l'adoption du traitement binôme dans la fonction publique. La partie constante, la même pour tous, est le minimum social, le minimum incompressible assuré par la société à tout citoyen que son âge, son état de santé, son apprentissage, ou les déséquilibres économiques, tiennent momentanément ou définitivement à l'écart du travail productif : ce sera l'allocation au vieillard, l'indemnité minimum de chômage, l'allocation d'étude. Il est bien entendu que le vieillard, le chômeur, l'étudiant peut toucher davantage ; il ne peut pas toucher moins : la société lui garantit cette base. Celle-ci n'est pas fixée une fois pour toutes : on doit lui appliquer la double échelle mobile des prix et de la productivité générale ; surtout, elle est continuellement l'objet d'une revendication vers la hausse de la part des organisations ouvrières.

Dans le salaire du travailleur actif, il y a déjà cette part à laquelle il a droit en tant que membre de la collectivité productrice ; puis, la part professionnelle hiérarchisée. Ce salaire de base n'est pas immuable évidemment, ni la hiérarchie non plus. La hiérarchie essaie de réglementer une inégalité économique qui semble tenir à un certain développement de la société. Elle doit tendre à se resserrer. Et, bien entendu, dans ce courant vers l'égalité économique, là encore les travailleurs eux-mêmes et leurs organisations n'ont pas à attendre passivement que les conditions en soient créées — auquel cas elles ne le seraient jamais — leur volontarisme est une des conditions du mouvement.

J'en ai assez dit, je crois, pour montrer que le traitement binôme qui gagne du terrain dans les organisations syndicales de fonctionnaires, pourrait devenir une revendication générale, unificatrice et dynamique de l'ensemble du mouvement ouvrier. Elle mettrait au pied du mur les hardis « novateurs » en matière de politique sociale, les équipes de remplacement du pouvoir politique. Surtout, en raison de tout ce qu'elle implique, elle pourrait être le signal d'un réveil syndical et un levier puissant dans la lutte des classes travailleuses pour leur bien-être et leur liberté qui, ne l'oublions pas, sont aussi le bien-être et la liberté pour tous.

## Pauvreté et inégalité des salaires

Les observations qui vont suivre et qui résultent d'études générales officielles et récentes, apporteront une confirmation et un appui à nos considérations sur le salaire minimum social et le resserrage de la hiérarchie des revenus professionnels. Elles sont un correctif pessimiste aux perspectives qu'un optimisme naturel me portent parfois à dessiner ici. Au premier examen, elles nous amènent à conclure que les contradictions du capitalisme, loin de s'amenuiser, s'aggravent ; que la pauvreté ne diminue pas, mais augmente ; que, sur le plan mondial, l'inégalité des salaires s'accroît

et qu'elle s'accroît aussi, en France même, entre les différentes catégories professionnelles.

L'UNESCO a tenu récemment un colloque international dont le sujet nous est exposé dans *Le Figaro* du 11 février : « *Le thème officiel en est la famille inadaptée, en fait c'est tout le problème de la pauvreté dans les sociétés occidentales qui est abordé sous ses diverses faces.* »

Le président de ce colloque, le professeur danois Henning Friis, analysa la psychologie des pauvres « qui forment le prolétariat le moins révolutionnaire qui soit ». Cette observation n'est pas pour nous surprendre. Le rôle du « prolétariat en haillons », du *lumpenproletariat*, est assez connu comme force d'inertie sociale, et même comme appui aux forces de réaction. Mais il ne s'agit pas à proprement parler de *lumpenproletariat*, mais des pauvres, de ceux qui vivent au niveau du minimum vital. Écoutons ce que dit M. Peter Townsend, professeur de sociologie en Angleterre : « *L'hypothèse jusqu'ici avancée de l'égalité croissante des revenus en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis se trouve détruite par les études actuelles qui montrent le contraire : en Grande-Bretagne, le nombre des personnes vivant à peu près au niveau du minimum vital représentait, en 1953-54, environ 8 % de la population. Ce pourcentage est passé en 1960 à 14 %. Près de la moitié de la population âgée vit, en effet, au niveau de l'Assistance publique.* »

Ce qu'on va nous dire maintenant des Etats-Unis nous étonnera davantage. Nous avons quelquefois tendance à nous faire une idée mirifique des Etats-Unis, comme s'il n'y avait qu'UNE Amérique, celle de la prospérité et des hauts salaires. Or, voici ce que nous lisons dans le compte rendu du *Figaro* :

« *Aux Etats-Unis d'Amérique, les estimations concernant la proportion de la population vivant dans un état de pauvreté varient entre 20 et 33 %. Cette importante minorité comprend notamment des Noirs, des vieillards, des malades, des chômeurs, des personnes manquant de formation et des manœuvres. Alors que pendant la guerre avait été notée une réelle amélioration de la situation des groupes sociaux de faible revenu, aucune amélioration ne s'est manifestée depuis. Le niveau de revenu des Noirs, notamment, ne progresse plus par rapport à celui des Blancs. La pauvreté des familles nombreuses de 4 ou 5 enfants et plus, des veuves, femmes divorcées élevant des enfants, s'est accrue.* »

De ces sombres constatations, le professeur Townsend tire cette conclusion inévitable, vœu pieux de tous les bons économistes du monde occidental : *Le problème n'est pas celui de l'expansion économique, mais celui d'une redistribution plus équitable des ressources sociales.* Evidemment, c'est tout le problème. Mais le moyen de le résoudre ne serait-il pas ce qu'on appelle généralement la révolution sociale ? Après cela, les lamentations du professeur Tunc, de la Faculté de droit de Paris, paraissent au plus haut point dérisoires : « *... Comment se fait-il que le pauvre haïsse les juristes, qu'il ait le sentiment que le droit et la justice sont des moyens d'oppression alors que le droit est un art au service de la justice et que le pauvre serait en droit d'attendre des institutions sociales plus que le riche ?* » Oui, comment cela se fait-il ? Tout simplement parce que le pauvre sait d'expérience que, malgré toutes les homélies des juristes pourris de bonnes intentions, le droit et la justice sont effectivement des moyens d'oppression du pauvre par le riche !

\*\*

En France, le Conseil Economique a commencé

l'examen d'un rapport sur les salaires présenté par M. Jules Milhau. Voici un premier commentaire de Gilbert Mathieu, dans le *Monde* du 25 février :

« ... L'inégalité des salaires, loin de s'atténuer comme le souhaiteraient les partisans d'on ne sait quelles harmonies automatiques, s'accroît d'année en année. Encore considéré comme une marchandise, le travail se vend d'autant mieux, dans la société française d'aujourd'hui, qu'il est plus qualifié ou plus rare. D'une région à l'autre, d'une qualification à l'autre, d'un sexe ou d'une industrie à l'autre, les déséquilibres s'accroissent, les plus forts profitant de la loi du marché pour arrondir leurs avantages. »

Si l'on accepte pour le moment sans discussion les données sur lesquelles s'appuie M. Milhau, nous enregistrons que : le salaire nominal du manoeuvre a pris 6 % de retard en sept ans sur celui de l'ouvrier qualifié ; l'augmentation nominale est de 64 % en cinq ans pour les traitements mensuels des cadres, mais de 55 % seulement pour les employés et de 51 % pour les gains horaires des ouvriers ; le retard des salaires féminins sur les salaires masculins, à qualification égale, s'est accru ces dernières années — contrairement à ce que stipulait le Traité de Rome organisant le Marché commun — il atteint aujourd'hui 10 % en moyenne ; le revenu de l'ouvrier père de cinq enfants a pris un retard d'un quart sur celui du célibataire de même qualification. Une observation toutefois sur ce dernier point : pourquoi le rapporteur ne tient-il pas compte de la ponction fiscale qui fait que le célibataire n'est plus du tout un privilégié ?

\*\*

Un autre rapport qui mérite d'être mis sous nos yeux est celui que vient de publier le Bureau International du Travail sur l'évolution de la situation des travailleurs dans le monde. Nous en trouvons un résumé dans le *Monde économique* des 2 et 3 février. Il en ressort que l'écart s'est encore creusé entre les niveaux de vie des pays industrialisés et ceux des nations peu développées. Pauvreté à un pôle, richesse à un autre : nous retrouvons sur le plan international la même tendance qu'à l'intérieur de chaque pays ; c'est une sorte d'illustration du schéma marxiste bien connu.

Quant nous disons : richesse, il s'agit d'une richesse relative et, bien entendu, très différenciée. Ce rapport du B.I.T. de Genève nous apprend, en effet, que par suite de la hausse des prix, le pouvoir d'achat des travailleurs a diminué dans huit pays : Argentine, Autriche, Ceylan, Chili, Formose, Corée du Sud, Philippines et Tchécoslovaquie. Les salaires réels ont augmenté de plus de 5 % dans cinq pays : République fédérale d'Allemagne, Belgique, Italie, Mexique et Yougoslavie. Mais la France, direz-vous ? La France ? Elle est citée parmi les cinq pays où la hausse des salaires réels n'a pas dépassé 1 % !

Ces données que, sur trois problèmes fondamentaux, nous fournissent des organismes officiels, ne doivent-elles pas inciter les syndicalistes à quelque retour sur eux-mêmes, à des réflexions nouvelles sur l'orientation de leur pensée et de leur action ?

### **Notre coopérative et le développement de l'Union des Syndicalistes**

Les résultats obtenus par notre souscription pour la fondation de la coopérative « Les Editions Syndicalistes » sont satisfaisants.

Il est vérifié une fois de plus qu'on obtient toujours une réponse favorable quand on sollicite la participation financière des camarades à

une œuvre collective pratique. Les objectifs de cette œuvre ne sont peut-être pas encore assez précisés aux yeux de certains. Nous avons évidemment beaucoup d'ambition. Nos buts se préciseront au fur et à mesure que nous avancerons. Il ne sert à rien de se fixer des buts quand manquent les moyens de les atteindre. Et quand je dis moyens, je pense moins aux moyens financiers (l'expérience montre encore qu'on les obtient quand ils sont, comme les nôtres, modérés), qu'aux moyens en hommes. Nous manquons plus d'hommes que de sous. Il nous faut nous renouveler en nous rajeunissant. Nous ne cessons pas d'y penser. Chacun sait que la voie est difficile, mais nous avons l'impression qu'elle commence à s'ouvrir devant nous. Que nos amis soient patients comme nous le sommes nous-mêmes.

Ce que nous avons cherché à faire avec notre coopérative et le nouveau local, c'est d'abord de « donner de l'air » à notre « R.P. », de la consolider au moment où elle va atteindre sa quarantième année et son cinq-centième numéro. C'est aussi développer l'Union des Syndicalistes en y attirant de nouveaux militants.

Soyez donc patients, camarades. Nous ne vous cachons rien ici de nos résultats, comme de nos difficultés. Aidez-nous à trouver des hommes, NOUVEAUX ABONNES DE LA R.P., nouveaux militants de nos cercles. Contentons-nous aujourd'hui d'établir un calendrier que nous respecterons dans toute la mesure du possible :

Le samedi 11 avril : réunion de l'assemblée générale constitutive légale de la Coopération « Les Editions Syndicalistes » ;

Au début de mai : Inauguration, sous forme de réunion fraternelle, de notre nouveau local ;

A la fin d'avril ou au début de mai : première d'une série de réunions-controverses pour le centenaire de la Première Internationale.

Le sujet de cette réunion initiale sera développé par Pierre Rimbert sur le thème de sa brochure « POUR UN NOUVEAU MANIFESTE SOCIALISTE ». Les syndicalistes ont leur mot à dire — et à notre avis le mot du commencement et de la fin — dans ce renouveau du socialisme ouvrier.

Raymond GUILLORE.

## **POUR L'ESPAGNE LIBRE**

L'ACTION A COMMENCE. Elle se poursuivra jusqu'à son terme, c'est-à-dire la disparition du régime de Franco.

Au moment où ce numéro paraît, le grand meeting de Paris s'est tenu, avec le succès que l'on sait.

### **LE MEETING DE SAINT-ETIENNE**

aura lieu le

**MARDI 14 AVRIL**

à 20 heures

Nos camarades de la Loire demandent à tous les amis de l'Espagne libre, de la Loire et du Rhône, d'organiser les transports collectifs pour Saint-Etienne.

La campagne animée par Louis Lecoin et le Comité pour l'Espagne Libre doit remuer les consciences en France, en dépit du lacérage, organisé par les autorités gaullistes, des magnifiques et saisissantes affiches du Comité.

Pour Franco, ce sera bientôt « l'éruption de la fin ». Le 10 mars, des centaines de travailleurs ont manifesté, dans le hall de la Maison des Syndicats de Madrid, au cri de : « Nous voulons des syndicats libres ! » De nombreuses arrestations ont été opérées.

# LA VOIX DES SYNDICALISTES DE LA LOIRE

## MOINS DE CONSTRUCTIONS SOUS LA V<sup>e</sup> REPUBLIQUE

Une récente étude publiée dans le bulletin mensuel du Comité d'Expansion de la Loire a rappelé que pour résoudre correctement, d'ici 1975, le problème du logement dans la Loire, il aurait fallu, depuis 1954, construire 7.147 logements par an. La cadence moyenne n'ayant été que de 3.325 logements achevés au cours des neuf années écoulées, ce n'est donc pas avant l'an 2013 que serait résolu ce problème vital pour la population de ce département.

Le 1<sup>er</sup> février, M. le Préfet de la Loire a abondamment diffusé un document pour prendre le contre-pied de cette étude. Reprenant en cela les allusions déjà utilisées par le ministre de l'Information, Peyrefitte, M. le Préfet de la Loire voudrait faire croire que de 1954 à 1959 (Quatrième République) la cadence de construction n'était que de 2.510 logements par an, alors que de 1958 à 1963 (Cinquième République) elle serait passée à 4.030.

Cette interprétation tendancieuse des statistiques ne peut nullement tromper les personnes qui s'intéressent aux questions au logement. Sur la base du nombre des logements terminés, publié par le préfet lui-même :

1958 : 3.322 logements	1961 : 3.432 logements
1959 : 5.033 »	1962 : 3.755 »
1960 : 4.343 »	1963 : 4.047 »
Moyennes annuelles :	
$\frac{12.698}{3} = 4.233$	$\frac{11.234}{3} = 3.744$

On constate, lorsqu'on sait qu'entre l'autorisation et l'achèvement des programmes de logements, il s'écoule au moins trois ans, que par rapport aux logements autorisés au cours des trois dernières années de la Quatrième République et ceux autorisés au cours des trois premières années de la Cinquième République, il y a eu régression.

Mais si la cadence de construction de l'ensemble des logements est trop faible, la situation est pire en ce qui concerne le secteur H.L.M. destiné (si non toujours accessibles) aux familles laborieuses. Les chiffres officiels des logements H.L.M. locatifs construits dans la Loire au cours des dix dernières années le démontre :

Années	H.L.M. locatifs mis en chantier	H.L.M. locatifs achevés
1954	2.000	994
1955	1.278	1.517
1956	1.228	1.192
1957	2.318	862
1958	1.985	1.087
1959	1.311	3.108
1960	1.436	1.674
1961	1.075	1.012
1962	2.119	854
1963	885	1.434
Moyenne sur dix ans :		
$\frac{13.734}{10} = 1.373$	$\frac{15.635}{10} = 1.563$	

Moyenne sur les trois dernières années :  
1.359 logements      1.100 logements

Ainsi, alors qu'il serait nécessaire qu'on construise dans le département 5.000 H.L.M. par an pour donner dans les dix années à venir, un logement correct et accessible aux travailleurs et aux nombreux jeunes ménages qui résultent des « 6 millions de beaux bébés » souhaités par le même chef de l'Etat qui avait lancé ce slogan en 1945, on ne construit plus que 1.100 logements H.L.M. locatifs dans la Loire.

Le Führer du dernier Reich allemand avait fait son choix entre le beurre et les canons. Le

« Prince qui nous gouverne » semble, lui, avoir fait son choix entre les logements et la bombe atomique.

## BRAVO, LA JEUNESSE PAYSANNE ! MAIS N'OUBLIEZ PAS LES PROLOS DE LA TERRE

Ce mouvement de libération paysanne qui se traduit par des manifestations d'action directe et par l'arrivée des jeunes à la tête des organisations paysannes, constitue un des faits marquants de l'évolution sociale actuelle.

Les jeunes paysans se libèrent des routines et des traditions pour s'engager dans la voie d'une production adaptée au monde moderne. La cellule familiale de production reste viable et il est souhaitable dans bien des productions, qu'elle réussisse à survivre en s'adaptant. C'est une forme de vie qui peut assurer le plein épanouissement de la famille du producteur indépendant, tout en réalisant une rentabilité satisfaisante du travail. Mais il faudra certainement en arriver à des ententes, au stade de l'agriculture de groupe, qui implique des mutations très difficiles et permet la libération de l'emprise des grandes firmes de production, mais les jeunes semblent vouloir s'engager dans cette voie sans méconnaître les difficultés qui les attendent.

Mais nos jeunes exploitants ne pourraient-ils pas lier leur cause à celle des 900.000 agricoles ? Demander pour eux une meilleure retribution et envisager avec eux une libération de la sujétion encore inhumaine que constituent leurs conditions de travail, de façon à en faire des travailleurs libres, à côté de libres exploitants ?

## ENTORSES UNILATERALES AU PLAN DU 12 SEPTEMBRE

Le plan de stabilisation du 12 septembre a bloqué salaires et prix. En principe, car du côté prix des dérogations ont d'abord été tolérées discrètement. Puis le ministre, Giscard d'Estaing, a autorisé ouvertement — décision notifiée par lettre personnelle à l'Union des industries textiles (utilisatrices de laine et de lin) à répercuter dans leur prix de vente au détail les hausses des cours des matières premières importées.

Une telle décision est naturellement approuvée par le parti majoritaire U.N.R.-U.D.T. qui, par son organe « La Nation » considère que cette entorse « prouve que les experts entendent en adapter l'application de façon assez souple suivant l'évolution économique ».

Mais pourquoi les experts n'ont-ils pas l'idée d'adapter l'application dudit plan à l'évolution de la condition des salariés les plus défavorisés ? Ils ont bien dû avoir connaissance du rapport de M. Milhau au Conseil économique, qui a fait état de l'aggravation de l'inégalité des salaires en France. Les revendications des bas de l'échelle des indices de salaires peuvent ne pas être entendues. Des durs d'oreilles, il y en a partout. Mais les chiffres, on n'imagine pas que les dirigeants d'un parti gouvernemental ou un ministre, ne puissent les voir. Et pourtant, le rapport de M. Milhau souligne que :

1) En sept ans et demi (1956-1963), le S.M.I.G. n'a progressé que de 50 % en valeur nominale (pouvoir d'achat inchangé) alors que le salaire horaire ouvrier moyen a augmenté de 85 % (soit une progression de un cinquième en pouvoir d'achat).

2) Le salaire nominal du manœuvre a pris 60 %

de retard en sept ans sur celui de l'ouvrier qualifié.

3) L'augmentation nominale est de 64 % (toujours en sept ans) pour les cadres, de 55 % pour les employés et de 51 % pour les ouvriers.

... Et le coût de la vie a augmenté uniformément pour tous ces salariés. Ne pourrait-on prévoir des dérogations pour atténuer ces injustices? Nous n'en signalons que quelques-unes.

Ce parti U.N.R.-U.D.T. qui songe, d'autre part, à tranquilliser les petites et moyennes entreprises, en leur promettant un crédit à long terme spécifique, ne pourrait-il, à côté des 934 dossiers concernant les dérogations de prix, ajouter au moins un dossier de dérogations pour les salariés les plus défavorisés?

Le ministre n'accorde, en effet, des dérogations d'un côté de la barricade qu'à condition que les bénéficiaires ne cèdent à aucun relèvement de salaires. « Ces dérogations seraient immédiatement rapportées, a-t-il précisé, s'il apparaissait que l'évolution des salaires et appointements, charges sociales non comprises, n'était pas conforme aux impératifs du plan de stabilisation ».

Voilà une politique de stabilisation bien classée socialement.

## UN ASPECT DU NEO-SOCIALISME RUSSE

Il s'agit de la rétribution des paysans en U.R.S.S.

Il n'est même pas question de réaliser la phase du « à travail égal, salaire égal », en attendant de donner à chacun selon ses besoins; on va appliquer une vieille formule; celle du *stimulant personnalisé*, sur la stricte base du rendement individuel.

C'est Khrouchtchev qui la lance, en conclusion des débats du grand plénum agricole qui vient de se tenir.

« Le plus important, aujourd'hui, a-t-il déclaré, c'est d'élever les gens au niveau des décisions prises, de les intéresser matériellement à l'augmentation de la production... Pour nous, Soviétiques, qui bâtissons la société sur des bases nouvelles, en dehors de l'exploitation de l'homme par l'homme, pour nous qui construisons le communisme, ce communisme est naturellement un puissant stimulant moral.

« Mais, pour créer cette société, pour accélérer le mouvement en avant, nous devons utiliser aussi la grande force du stimulant matériel, pour payer celui qui travaille plus. »

Ce qui se traduira dans les faits :

« En luttant contre le nivellement. Il faut s'engager hardiment et résolument dans la voie de l'encouragement matériel, sur les critères de la quantité et de la qualité du travail fourni. »

La doctrine explique, le mythe du communisme fait avaler les pilules amères que les révolutionnaires ont toujours repoussées. Mais une telle orientation ne permet guère d'espérer le communisme pour 1980.

## L'ÉVOLUTION DE LA CONDITION PROLETARIENNE

Le décret du 24 février marque le départ du fonctionnement du Fonds national de chômage qui permettra d'atténuer les conséquences sociales des fermetures d'entreprises ou des reconversions accompagnées de licenciements.

Il prévoit notamment une allocation de reconversion aux salariés qui suivront un stage de formation professionnelle accélérée pour s'orienter vers une nouvelle qualification, allocation égale à 80 % du salaire horaire moyen des trois mois précédents.

Des indemnités pour frais de transport, de déplacement et de réinstallation pouvant atteindre au moins quatre cents fois le Smig et au plus mille deux cents fois, sont prévues pour les salariés qui effectueront un changement de lieu de travail.

Les travailleurs âgés de plus de 60 ans et ne pouvant être classés effectivement, recevraient une allocation spéciale, d'un montant au moins égal au total au total des allocations de chômage réglementaires et conventionnelles au taux plein, jusqu'à 65 ans, avec maintien des prestations de S.S. et familiales.

C'est bien insuffisant, certes, mais un premier pas est fait dans le sens de la suppression de cette insécurité de l'emploi qui est l'une des tares les plus insupportables de la condition prolétarienne. La voie est ouverte pour d'autres améliorations sociales dans ce sens, mais il faudra veiller à ce que ces mesures n'incitent pas certains patrons à procéder trop facilement à des compressions de personnel. Les confédérations F.O. et C.F.T.C. ont prévu le cas et ont réclamé un contrôle plus sévère des mesures de licenciements.

## EXPERIENCES SOCIALES

Aux établissements Sommer, manufacture de feutres de Mouzon (880 salariés) et de Sedan (240 salariés), plus de 240 employés du siège social, le contrat d'intéressement aux résultats de l'entreprise conclu dans le cadre de l'ordonnance du 7 janvier 1959, et signé par les syndicats C.G.C., C.G.T., C.F.T.C., C.G.T.-F.O. et indépendants a rapporté aux salariés plus de trois mois et demi de salaires en 1963.

Là n'est pas la solution du problème prolétarien. Il est bon, cependant, de connaître les expériences de ce genre. Nous l'enregistrons donc.

## A SUIVRE DE PRÈS : L'ORGANISATION DU TRAVAIL TEMPORAIRE

Qu'est-ce que cela ?

C'est une forme de travail, introduite aux U.S.A. il y a une quinzaine d'années et en France il y a une dizaine d'années, et qui est l'œuvre de sociétés spécialisées de louage de services aux entreprises qui ont, temporairement, besoin de salariés. Naturellement, ces sociétés offrent du personnel à un prix supérieur au prix du marché (25 % en général), mais l'entrepreneur y trouve son compte puisqu'il l'emploie seulement pendant le temps où il en a vraiment besoin; c'est moins cher que de maintenir un effectif permanent non utilisé à plein rendement.

La première et principale firme organisée en France, en 1954 : Europe-Secrétariat, est spécialisée dans le placement du personnel de bureau intérimaire, a un effectif moyen de 1.300 employées, qui est deux fois plus élevé en été.

La filiale du groupe américain « Manpower Inc. » a 310 succursales dans le monde, dont 280 aux U.S.A. En France elle compte 4 succursales à Paris et une à Lille (installée en 1956). Manpower offre également du personnel ouvrier; elle compte trois divisions industrielles dont l'activité représente les deux tiers de l'activité totale.

Cette organisation du travail intérimaire mérite de retenir notre attention.

## UNE MISE AU POINT DE GEORGES LEFRANC

On a fait courir le bruit, dans certains milieux, que Georges Lefranc allait prendre la direction d'un Institut d'histoire sociale en voie de réorganisation.

Georges Lefranc, abonné de la R.P. depuis les temps lointains du « Comité des vingt-deux », nous a adressé la mise au point suivante, en date du 27 février.

1) *Personne ne m'a jamais demandé de prendre la direction d'un Institut d'histoire sociale.*

2) *Si l'offre m'était formulée, je ne pourrais que la décliner. Les travaux personnels que j'ai entrepris et mes obligations professionnelles absorbent tout mon temps.*

# VERS UN QUATRIÈME CYCLE DE LA CIVILISATION

Il est dans l'histoire deux faits particulièrement frappants qui sont liés l'un à l'autre.

Le premier est que, au moins chez les peuples de race blanche, les civilisations naissent, se développent, puis dégèrent et meurent; le second est que au moment même où les civilisations ont atteint leur plus haut point, il commence à apparaître sur leur pourtour des peuples jusque-là plus ou moins ignorés, n'ayant précédemment joué pour ainsi dire aucun rôle, des peuples demeurés en dehors de la civilisation, en un mot: des « Barbares ». Et ces peuples, dès que la civilisation commence à décliner, se mettent à intervenir de plus en plus activement au sein des peuples civilisés, jusqu'au jour où ils achèvent de faire disparaître la civilisation. Puis, après souvent un très long temps, ces « Barbares » créent à leur tour une nouvelle civilisation.

C'est ce qui est advenu déjà à deux reprises.

La grande civilisation basée sur l'irrigation qui prit naissance et se développa sur les bords du Nil et de l'Euphrate, débuta, disons au quatrième millénaire avant notre ère, peut-être avant et atteignit son apogée vers le milieu du deuxième millénaire; or, c'est dans la seconde moitié de ce deuxième millénaire qu'apparaissent au pourtour du pays des civilisés, les « peuples de la mer », peuples jusque là inconnus, dont on sait seulement qu'ils vinrent de régions situées « au delà des mers ». Peu à peu, ces premiers Barbares s'introduisent, par la force, par la ruse ou par la persuasion, sur les terres des civilisés et précipitent la décomposition de cette civilisation, en attendant de créer eux-mêmes, au cours du millénaire suivant, une civilisation nouvelle, toute différente, basée, elle, non plus sur l'irrigation, mais sur le commerce maritime, une civilisation qui ne sera plus celle de l'Euphrate ou du Nil, mais celle de la Méditerranée.

De même, après un développement spectaculaire de près d'un millénaire, cette seconde civilisation atteint, à son tour, vers le premier siècle de notre ère, son point culminant; elle entre alors en décadence, cependant que de nouveaux peuples, qu'elle a jusque là pratiquement ignorés, dont elle sait seulement qu'ils habitent des profondeurs du continent, apparaissent sur ses frontières, puis les franchissent, pacifiquement ou non, et consomment finalement au bout de quelques siècles, la ruine définitive de la civilisation antique. Ce sont alors plusieurs siècles de « nuit », en fait des siècles de gestation, au bout desquels une troisième civilisation, la nôtre, apparaît, fondée sur de nouvelles techniques, basée sur de nouveaux principes, et qui est l'œuvre de ces mêmes « Barbares » qui ont détruit la civilisation précédente.

Eh bien! je crois que nous sommes actuellement à un tournant de l'histoire humaine semblable à ceux qui se sont produits, tant vers la fin du deuxième millénaire avant notre ère, qu'au début de l'ère chrétienne: notre civilisation, qui n'est plus celle du Proche-Orient, ni celle de la Méditerranée, mais celle de ce que l'on appelle à juste titre l'« Occident », est à son zénith. Depuis le X<sup>e</sup> siècle elle n'a cessé de grandir, de se développer, de se perfectionner, mais, comme dit Marx, *mors immortalis*, la mort seule est immortelle; tout le reste, y compris les civilisations, y compris notre civilisation, est appelé à disparaître. Or, il semble bien que

sinon l'heure de la mort, au moins celle du vieillissement et de la dégénérescence est arrivée pour ce troisième cycle de civilisation qui est le nôtre. De nombreux signes, sur lesquels je ne veux point insister aujourd'hui, le font présumer.

En tout cas, tout comme il en fut pour les deux cycles de civilisation précédents, ce début du déclin de notre civilisation, la « civilisation industrielle » est concomitant avec l'apparition des « Barbares ». Les Barbares, c'est-à-dire ceux que nous appelons aujourd'hui les « peuples sous-développés ».

Jusqu'à une date récente, ces peuples n'étaient qu'une gêne pour nous que ce qu'étaient les Germains pour les Romains du temps de César. Des peuples, dont on connaissait, certes, l'existence, mais avec lesquels on n'avait guère d'autres relations que celles consistant à en tirer des esclaves ou les richesses naturelles que leur sol recélait.

Or, maintenant tout est changé. Les Barbares sont entrés dans le circuit général de la vie de notre monde; nous ne pouvons désormais pas plus les ignorer que ne pouvaient les ignorer les Romains de l'époque impériale. Ils sont même devenus, tout comme pour les empereurs romains, l'une de nos préoccupations majeures.

A cet égard, la Révolution russe de 1917 a joué un rôle capital.

Nous nous sommes tous trompés lourdement, partisans et adversaires de la Révolution, sur sa signification profonde et sur les conséquences qu'elle allait entraîner.

La Révolution bolchevique était pour nous quelque chose d'éminemment européen. C'était l'aboutissement logique d'un siècle de propagande socialiste européenne. C'était la première révolution prolétarienne d'Europe et le fait qu'elle se produisait dans le pays qui était le plus récemment venu au capitalisme ne faisait que confirmer la prévision du « Manifeste Communiste » selon laquelle ce devait être les derniers venus au capitalisme qui en seraient les fossoyeurs.

Mais la Révolution russe ne fut suivie d'aucune autre révolution européenne. Elle n'eut finalement d'autre effet en Europe que d'y corrompre la classe ouvrière. Depuis 1917, la conscience et la capacité révolutionnaire du prolétariat européen n'ont cessé de décroître.

Par contre, l'existence du nouveau régime russe allait avoir des conséquences incalculables sur la vie des peuples « barbares ».

En fait, la Révolution russe avait été essentiellement une révolution nationale; il s'était agi beaucoup plus pour elle de se débarrasser du capital étranger, à peu près le seul qui existait alors en Russie, que du capital tout court.

D'autre part, la Russie, il ne faut jamais l'oublier, est un hybride. Un hybride de l'Europe et de l'Asie, un mélange de Slaves et de Mongols (les traits de Lénine exprimaient assez remarquablement cette hybridation).

Aussi, à tous ces peuples « sous-développés », pour qui l'Européen était l'ennemi parce qu'il était, politiquement ou économiquement, leur maître, la Russie apparut à la fois comme un

modèle et comme un allié. Il fallait suivre l'exemple de Moscou, et l'on pouvait compter sur Moscou pour vous y aider.

D'où cette apparition massive et presque instantanée, comme facteur essentiel, désormais, de la vie du monde, des nouveaux Barbares.

En 1914, qui attribuait une importance quelconque à ces peuples ? Le seul rôle qu'ils jouaient dans la politique européenne consistait à amener des zizanies entre les Grandes Puissances lorsqu'il se trouvait que plusieurs d'entre elles convoitaient simultanément un de leurs territoires.

Quatre ans plus tard, en 1918, tout change. Dans presque tous les pays d'Asie et d'Afrique naissent des mouvements nationaux qui, timidement d'abord, de plus en plus résolument par la suite, revendiquent l'indépendance de leurs peuples ou, tout au moins, davantage de liberté.

Et après 1944, c'est la débâcle. Les mouvements nationaux ont pris une telle ampleur, ils sont appuyés avec une telle insistance par Moscou enflé de sa participation à la victoire commune sur Hitler, qu'il faut, ou s'empresse de conférer à ces Barbares l'indépendance (Inde, Indonésie, Ghana, etc.), ou engager contre eux de véritables guerres qui se terminent par de honteuses défaites (Indochine, Afrique du Nord, Kenya).

Aujourd'hui les Barbares sont à égalité de force avec les civilisés : un nouveau moment de l'histoire s'ouvre.

Lorsque l'empire romain commença à sentir vraiment le poids des Barbares, il fit, au II<sup>e</sup> siècle de notre ère, ce que l'on fait en pareil cas : il chercha à « contenir » l'ennemi. On ne pouvait aller le détruire chez lui ; on se contentait donc de l'empêcher d'entrer chez soi.

Dans ce but, les empereurs Antonins firent établir une formidable ligne de défense tout autour de l'empire : le long du Rhin, du Danube, d'un mur construit spécialement pour boucher le trou entre les deux fleuves, et en Afrique, en bordure du désert.

Mais cette ligne allait être presque aussitôt continuellement forcée. Pacifiquement ou de vive force, elle fut pénétrée et submergée. Dès le siècle suivant, les peuples germaniques se promènent dans l'empire comme chez eux.

À même situation, même remède. Peu après la fin de la dernière guerre, un diplomate américain, Kennan, qui vient de se retirer de la carrière, sans doute par dépit d'avoir vu échouer la politique qu'il préconisa, proposa au Département d'Etat américain, dans un mémoire qui fit passablement de bruit à l'époque, d'établir une ligne, sinon matérielle, au moins idéale, au delà de laquelle on laisserait tranquilles les Russes, leurs satellites et tous autres peuples soumis à leur influence, mais en deca de laquelle on ne leur permettrait point, au besoin par la force, de pénétrer. Cette politique de « containment » fut adoptée d'emblée par Washington et elle demeure encore aujourd'hui la base de sa doctrine.

Mais, tout comme le mur d'Hadrien, la ligne Kennan craque déjà de toutes parts. Voyez l'Indochine ! Voyez l'Afrique ! Voyez, en Amérique même, Cuba ! L'influence « communiste » pénètre partout. Car, pour tous ces peuples qui ont eu à souffrir de la domination européenne, le capitalisme est le régime européen type, et en conséquence ils le refusent. Il n'en est pas un

qui ne se dise, sinon communiste, au moins « socialiste ».

Une seule exception : le Japon. Mais c'est précisément parce que le Japon, n'ayant jamais subi, sous quelque forme que ce soit, la domination européenne, ne voit point dans le régime de l'Europe, le régime de l'ennemi.

Qu'est-ce que tous ces « Barbares » entendent au juste par « socialisme » ? Il est difficile de le dire ; eux-mêmes sans doute ne le savent pas, si ce n'est que c'est quelque chose qui ne soit pas le régime de l'Occident. De ce fait, ils vont être conduits à créer une nouvelle civilisation (1). Quelle forme revêtira-t-elle ? Lesquels de ces barbares en seront les protagonistes ? Dans combien de décennies ou de siècles la verra-t-on poindre ? Et lui faudra-t-il, comme à ses prédécesseurs, un millénaire pour atteindre son apogée ?

Je l'ignore.

Mais ma vieille foi (je dis bien foi, car ici il ne s'agit que d'une croyance dont la vérité ne peut être démontrée) ma vieille foi, dis-je, dans le progrès humain me fait penser que ce nouveau cycle de la civilisation portera l'homme à des sommets encore jamais atteints.

Robert LOUZON.

P.S. — On verra ailleurs que Maurice Lime préconise comme remède à la hausse des prix l'obtention d'une échelle mobile des salaires.

A mon sens, ce serait là un remède désastreux. L'échelle mobile est une solution de facilité ; comme toute solution de facilité elle est néfaste, et ceci pour la raison suivante, que je résume à nouveau :

1. Les périodes de hausse des prix sont en règle générale (2) des périodes de grande activité économique, tout comme les périodes de baisse des prix sont des périodes de marasme économique ou de crise.

2. Ainsi que tout militant le sait, les moments d'intense activité économique sont ceux les plus favorables pour la lutte ouvrière, du fait que : a) il y a alors pas ou peu de chômage, ce qui supprime la concurrence des ouvriers entre eux, et que : b) les patrons faisant de beaux bénéfices et désirant profiter sans arrêt de la « haute conjoncture » sont plus faciles « à la détente ».

3. Conclusion : c'est en période de hausse des prix seulement que la classe ouvrière a chance de parvenir à faire élever ses salaires, ses salaires réels, c'est-à-dire à faire augmenter les salaires nominaux plus que n'augmentent les prix. Et c'est en fait, ce qui se passe généralement si l'on en croit les statistiques (voir la collection de la R.P.).

Or, étant donné que l'échelle mobile n'accorde que des hausses de salaires proportionnelles à la hausse des prix, elle interdit cette hausse des sa-

(1) A moins, bien entendu, que celle-ci ne soit l'œuvre d'une nouvelle espèce d'êtres provenant des mutations biologiques provoquées par les explosions nucléaires auxquelles civilisés et barbares auraient été contraints au cours de leurs conflits.

(2) Il est entendu que cela n'est pas vrai si la hausse des prix se produit à une trop vive allure (comme en Allemagne dans les années 20 et comme en Amérique du Sud très souvent), car une telle hausse qui va jusqu'à faire changer les prix de détail plusieurs fois par jour, détruit, en fait, la monnaie, et l'absence de monnaie détruit toute l'économie.

Mais ce n'est là qu'une application de la fameuse règle des dialecticiens selon laquelle la quantité se transforme en qualité, ou, pour parler plus concrètement, de la règle d'après laquelle des modifications quantitatives suffisamment poussées produisent un changement qualitatif : on chauffe modérément un corps solide, ses dimensions augmentent, mais il demeure un solide ; cependant, si on le chauffe suffisamment, il fond et devient un liquide, c'est-à-dire un corps qualitativement différent.

lares réels que peut obtenir la classe ouvrière en profitant, pour combattre, de la grande activité économique résultant de la hausse des prix.

C'est pourquoi l'échelle mobile me semble devoir être condamnée, à moins qu'elle ne se double, comme c'est le cas pour certains contrats passés par des syndicats américains avec les grandes entreprises, d'une augmentation de salaires annuelle qui, elle est indépendante des prix ; elle doit, dans tous les cas, intervenir, en plus des variations dues à l'échelle mobile.

C'est pourquoi aussi, l'échelle mobile n'est avantageuse pour la classe ouvrière, contrairement à ce que l'on pourrait penser, qu'en périodes de baisse des prix. Car, en de tels moments, il est à craindre que le patronat ne profite du marasme économique, qui interdit, en fait, de se mettre en grève avec chance de succès, pour imposer des baisses de salaires *supérieures à la baisse des prix*, ce que l'échelle mobile interdit de faire. — R. L.

## NI POUR NI CONTRE LA BAISSÉ DES PRIX

# POUR L'ÉCHELLE MOBILE !

Notre ami Louzon a l'art et la manière de vous aiguillonner ; ainsi encore avec son article : « A bas la baisse des prix ! »

Il y a les certitudes qu'on peut chiffrer, valables pour tous ; et il y a les certitudes dues à des recoupements personnels et à l'intuition, certitudes qu'on ne peut guère, faute de temps, étayer par des chiffres. Pourtant, tout comme Bergson, je pense que l'intuition tient une grande place dans la connaissance en général ; à plus forte raison elle a sa place dans ce domaine flottant qu'est l'économie politique.

Ainsi, dûment « parrainé », je me risque dans l'arène traditionnellement réservée aux lions de la R.P., et je me permets d'apporter quelques arguments au débat. Pour la facilité de l'exposition je demande la permission de distinguer entre plusieurs sortes d'augmentations des prix, dont voici, comme il se doit, trois schémas bien séparés, qui dans la réalité s'interpénètrent plus ou moins.

La première cause de l'augmentation des prix est évidemment la facilité avec laquelle les gouvernements successifs manient la « planche à billets ». Louzon nous a parfaitement expliqué, à plusieurs reprises, pourquoi tous les gouvernements continueront à le faire, c'est trop commode : ils empruntent à 100, tirent ensuite quelques tonnes de billets en plus, et puis, quand, avec un certain décalage, les prix ont monté — car même dans notre économie semi-dirigée l'équilibre s'établit entre le volume des moyens de paiement disponibles et le volume des biens et services offerts — nos dirigeants « remboursent » les dettes de l'Etat avec du papier qui selon le cas a perdu 50 %, 75 %, voire 99 % de sa valeur. Cette sorte de baisse des prix, c'est l'inflation ; elle peut prendre des proportions catastrophiques : ainsi, dans les années qui suivirent la guerre de 14-19, quand les frontaliers français passaient en Allemagne pour faire leurs achats (nous leur prenions tout !) ils ne changeaient leurs francs qu'au fur et à mesure, car d'heure en heure le mark perdait de sa valeur et les prix montaient. J'ai payé alors plusieurs millions pour prendre l'autobus !

Cette hausse — et Louzon le laisse entendre dans son article — n'a pas apporté aux prolétaires allemands la prospérité, mais une affreuse famine. Les morts étaient si nombreux que les cercueils ne servaient plus qu'au transport des cadavres jusqu'à la fosse commune...

En voyant les résultats de cette première sorte de hausse des prix, due à la faillite de l'Etat, ou, à un degré moindre, au fait que l'Etat dépense trop pour sa force de frappe, ou pour sa politique de grandeur, nous pouvons conclure sans plus qu'une telle inflation est un malheur pour le peuple.

Une deuxième sorte de hausse des prix est celle qui suivit la victoire ouvrière de 1936 : celle-ci était d'une toute autre nature, ce n'était plus l'Etat qui en était le responsable, mais un patronat qui avait été durement bousculé, qui avait dû lâcher du lest et qui voulait prendre par ce biais sa revanche. En effet, le gouvernement Blum avait bien codifié certains avantages, les vacances notamment, mais il n'avait pas su, pu, ou voulu fixer le rapport salaire-prix par une échelle mobile. Aussi les patrons en

profitèrent-ils pour augmenter systématiquement leurs prix de vente et deux ans après il ne restait plus rien des augmentations de salaires arrachées de haute lutte.

Une telle hausse des prix est également contraire à l'intérêt du prolétariat.

(Evidemment, un pays qui paye ses ouvriers avec de la monnaie de singe est favorisé pour ses exportations par rapport aux pays à monnaie forte ; mais on ne peut guère affirmer qu'une telle suractivité économique soit à l'avantage des ouvriers en question. D'ailleurs, s'ils se révoltent, la prime à l'exportation disparaît.)

Enfin, troisième sorte d'augmentation des prix, celle qui fut consécutive à la reprise des affaires après la grande crise de 1931, et celle qui accompagna la reprise des affaires après la « Libération », en 1945. Dans les deux cas, les stocks étaient épuisés, la marchandise était rare, on en réclamait en surenchérissant, les usines tournaient à plein, se disputaient la main-d'œuvre. En pareille conjoncture — reprise des affaires et marchandises rares — le schéma de Louzon s'applique parfaitement. Encore faut-il bien marquer la cause et les conséquences : c'est la reprise des affaires qui détermina une plus grande demande des marchandises, donc de main-d'œuvre, donc d'achats, toutes choses qui déterminent à leur tour une hausse des prix ; et non l'inverse comme la boutade de Louzon le laisserait croire.

A présent, je voudrais examiner brièvement ce qu'il y a de changé dans le mécanisme des prix du fait de l'interférence de la Technocratie.

En reprenant les deux exemples ci-dessus nous nous apercevons que si la reprise des affaires après la grande crise de 1931 provoqua accessoirement une hausse des prix, mais essentiellement une forte demande de main-d'œuvre, ce qui créa les conditions sociales favorables à la victoire de 1936, en revanche la reprise des affaires après la « Libération » eut des résultats beaucoup moins brillants pour l'ouvrier. En effet, encore aujourd'hui, bien que la production ait plus que doublé par rapport à celle d'avant-guerre, le pouvoir d'achat réel de l'ouvrier n'a pas encore atteint ce qu'il était en août 1936.

C'est qu'entre temps, à la faveur de l'économie de guerre, les technocrates se sont installés au pouvoir, discrètement d'abord, ouvertement à présent. Il serait stupide de nier leurs mérites : c'est grâce à eux que nous n'avons pas connu la grande crise économique que Staline escomptait pour conquérir l'Occident. Mais il ne s'agit pas, non plus, d'être dupes de nos nouveaux maîtres ! Un fait est patent, revers de la médaille du dirigisme (même souple), nous ne sommes plus libres : ni le capital ni le travail. Bloch-Lainé, grand dictateur du crédit national, l'explique fort bien dans son livre.

Au lendemain de la « Libération » la C.G.T., avec son « retrouvez vos manches », nous a donné un petit avant-goût de ce que serait un dirigisme plus autoritaire, mode russe. Mais nos bonzes syndicaux actuels de toutes les centrales, intégrés ou à demi-intégrés, sont tous plus ou moins acquis au Plan. Et pour cause ! Mais nous désirerions quand même

qu'ils y défendent un peu plus l'intérêt ouvrier plutôt que de se laisser endormir par des considérations d'ordre général qui jouent toujours à sens unique. Il est difficile à la base de se défendre contre l'envoûtement des chefs ; il faut une longue accumulation d'injustices et de rancœurs pour en arriver à un éclat comme celui des mineurs qui prirent le risque de dire non à la réquisition. Dans la plupart des cas on canalise la colère ouvrière vers le maréage de la procédure sociale et quand la « victoire » est acquise, l'augmentation du coût de la vie l'a déjà annulée.

Dans ces conditions, on peut dire qu'actuellement l'augmentation des prix est devenue une technique maniée avec beaucoup d'habitude par nos technocrates — tout comme elle le fut avec rage par le patronat après juin 36 — pour maintenir le prolétariat à son minimum vital. Les limites de ce jeu cruel sont, d'une part, la crainte d'une explosion dévastatrice et, d'autre part, la nécessité de maintenir et de développer le marché intérieur, car, pour ne prendre qu'un exemple, on vend plus de petites voitures que de grosses.

Si le travail est prisonnier dans un filet habilement tressé, du côté direction des entreprises on n'est pas libre, non plus, d'accorder des augmentations de salaire. En 1950 j'avais institué, dans l'usine que je dirigeais alors, une échelle mobile basée sur un fichier rotatif de tout le personnel. Par ailleurs, les salaires étaient encore bloqués. Aussi les protestations du syndicat patronal et des instances officielles de contrôle m'accablèrent-ils à la démission.

Depuis — si l'on excepte la fameuse lettre de Debré, du 6 mars 1961, au Patronat français, menaçant de le livrer à la concurrence étrangère s'il augmentait les salaires plus que prévu — nos technocrates, plus habiles que ceux de l'Est, ont assoupli leurs méthodes dirigistes. Ils procèdent par « recommandations » appuyées par d'irrésistibles pressions financières. L'exemple de Bull est, à ce sujet, fort instructif. L'entreprise vient de se trouver en difficulté par suite d'un loup d'importance. Nos technocrates gouvernementaux s'opposèrent non seulement à l'entrée des capitaux américains, mais également à celle des capitaux belges et suisses. Ce n'est qu'après que la direction de l'entreprise se fut inclinée, que la B.P.P.B. et la Caisse des Dépôts « sauvèrent » la firme ! La foule des petits actionnaires, rentiers et autres, ne fut même pas consultée.

Nous en arrivons ainsi au rôle des rentiers, classe partiellement parasitaire, qui, il y a cent ans étaient les rois, et qui, aujourd'hui, ne sont plus rien. Non seulement on les plume, comme l'explique Louzon, mais on les prive même de leurs « droits » en tant qu'actionnaires, droits pourtant fixés par la loi. Ce sont les banques, aux ordres des technocrates gouvernementaux, qui drainent l'argent et dirigent les opérations, et les technocrates de la direction des entreprises qui prennent les décisions conformément au Plan.

Même en tant que classe les rentiers ont tendance à disparaître. Les commerçants, les artisans, les membres des professions libérales, les cadres qui avant-guerre encore plaçaient leurs économies pour assurer leur retraite (légitime dans certaines limites) cotisent maintenant à des caisses de retraite, ou, ce qui revient au même, versent leur argent, capital aliéné, à la caisse des Dépôts et Consignations. Il n'y a que les placements dans les immeubles, cette marchandise périssable à long terme, mais que la spéculation veut amortir en douze ans, qui connaissent un certain regain.

Est-ce par crainte d'une surproduction amenant un effondrement des loyers (on en est loin !) que nos technocrates viennent de limiter les facilités de crédit à la construction ? Ou bien veulent-ils simplement freiner l'économie de peur qu'elle s'emballer, leur échappe, avant de retomber dans une nouvelle crise ? Ou bien veulent-ils freiner pour créer une réserve de chômeurs pour assouplir le prolétariat ? L'importation de travailleurs chinois devrait pourtant suffire à cela ! Ou bien les caisses de l'Etat se trouvent-elles vides après le gaspillage monstrueux de la politique de grandeur ?

Peut-être y a-t-il de tout cela un peu.

Avant de conclure, encore deux constatations !

a) Une certaine stabilité des prix avec possibilité de manœuvre, toutefois, est nécessaire à la construction européenne ;

b) Un blocage des prix, s'il pouvait se réaliser, à défaut de baisse lèserait, non le prolétariat, mais les agriculteurs et les intermédiaires. (Personnellement je trouve immoral qu'un boucher puisse faire fortune en dix ans !)

Je conclurai donc comme l'indique le titre de ce rapide coup d'œil sur la question : laissons aux technocrates leur liberté de manœuvre pour les prix, mais revendiquons l'échelle mobile pour toutes les corporations, échelle mobile basée sur un Smig non fantaisiste, avec possibilité pour les catégories défavorisées d'améliorer leur salaire jusqu'à la limite d'un salaire social moyen.

Maurice LIME.

## LA RÉFORME DE L'ENTREPRISE A L'USINE

Une initiative heureuse a été prise par la section syndicale F.O. des Compteurs de Montrouge ; celle d'organiser une conférence-débat avec M. Bloch-Lainé, directeur de la Caisse des Dépôts et Consignations et auteur d'un livre intitulé « la réforme de l'entreprise ». L'auditoire était composé de jeunes ingénieurs, d'agents techniques, d'employés et d'ouvriers.

Dans deux articles, Thévenon a traité dans la « R.P. » des idées émises par M. Bloch-Lainé sur la réforme de l'entreprise. Incontestablement ce livre a fait du bruit parmi la gent patronale et directoriale.

M. Bloch-Lainé, juriste, est un technocrate ; d'ailleurs au cours de cette conférence, il déclara lui-même « je suis un technocrate » ; il était heureux, pour la première fois de sa vie, il parlait directement à des ouvriers ; enfin, il allait connaître directement la pensée ouvrière.

Quand il eut fait connaître ses idées sur la réforme de l'entreprise, les auditeurs entrèrent en lice ; les interventions, les prises de position, les demandes d'explications fusèrent de partout, les jeunes ingénieurs n'étaient intéressés que par la gestion financière de l'entreprise, les ouvriers et les techniciens, plus économistes que juristes, ne voyaient que l'atelier, le service de production.

Le fonctionnement du Comité d'établissement fut évoqué. La majorité des comités d'entreprise ne font que du social ; la principale préoccupation est : les loisirs ; la partie du contrôle de l'économie de l'entreprise permise par la loi n'est pas exploitée ; la réflexion d'un membre du C.E. est claire ; le C.E. accepte ou refuse l'expert-comptable ; s'il est accepté, il n'aura qu'à examiner les chapitres de la comptabilité et voir si les opérations d'arithmétique sont justes ; si une chose le choque dans la gestion financière, on lui répondra « secret professionnel ». Nous avons des concurrents et nos prix de revient, certains taux de bénéfices, ne peuvent pas, pour la bonne marche de l'entreprise, être connus du public et encore moins des membres ouvriers du C.E.

Sur l'arbitrage en cas de conflit, l'unanimité de l'auditoire a été : aucune confiance dans les arbitres, les « sages ». Malgré cette prise de position catégorique, des camarades étaient curieux de connaître les systèmes d'arbitrage dans les pays étrangers, en particulier la Suède.

Le problème de la gestion directe de l'entreprise par les salariés fut évoqué, mais vraiment, les idées émises n'étaient pas très claires. Qu'un camarade parle de la gestion directe par les ouvriers, les employés, les techniciens et les ingénieurs pour remplacer les actionnaires, le comité d'entreprise remplaçant le conseil d'administration : cela reste sans écho.

Laval, secrétaire de la fédération des métaux F.O., fit connaître la position de sa fédération sur le problème de la réforme de l'entreprise.

Cette conférence a réussi à réunir des camarades appartenant à F.O., C.F.T.C., C.G.C., les militants de la C.G.T. brillaient par leur absence, pourquoi ?

Il faut espérer que dans l'avenir d'autres conférences seront organisées pour permettre aux militants syndicalistes d'approfondir certains problèmes sociaux.

Jean GUIBÉ.

## I. — Un régime de liberté surveillée

Le mot socialisme est en vogue en Afrique, mais le moindre séjour dans un pays africain soi-disant socialiste suffit pour se convaincre que ce que l'on appelle socialisme n'est que de l'étatisme. C'est ce que j'ai pu constater en Tunisie où l'Etat domine toute la vie économique, sociale et culturelle et où l'Etat est organisé hiérarchiquement, le pouvoir venant d'en haut.

La Tunisie est une République basée sur le régime présidentiel, mais un régime présidentiel qui confère au président un pouvoir si vaste et sans contrepoids qu'il s'agit en fait d'un pouvoir autoritaire.

A cela il faut ajouter qu'en Tunisie il y a le régime du parti unique, auquel sont soumises toutes les autres organisations : syndicats, étudiants, femmes, jeunesse. Et le parti unique, le Néo-Destour, est lui aussi organisé hiérarchiquement : le pouvoir vient d'en haut.

Parti unique et gouvernement sont étroitement liés, le premier domine le second et c'est lui qui en fait gouverner. Si bien que, comme dans tous les régimes de parti unique, les organes élus au suffrage universel n'ont qu'un pouvoir formel, le pouvoir réel étant détenu par les organes du parti qui eux ne sont pas élus.

Du point de vue légal, rien n'empêche en Tunisie la formation d'un parti d'opposition. De fait, jusqu'en 1962 il existait un parti communiste qui, par son journal, était le seul à représenter une opposition légale. Mais en 1961, à la suite du complot contre Bourguiba auquel le parti communiste ne fut nullement mêlé, il a été interdit sur le motif précis qu'il critiquait le Président et la politique gouvernementale. J'ai eu l'occasion de lire régulièrement le journal du parti communiste tunisien. Ses critiques, comme toutes les critiques communistes, étaient de parti pris évident en raison de la politique pro-occidentale de Bourguiba. Cependant ces critiques n'avaient rien qui puissent justifier une interdiction. Mais, comme me l'a dit un Tunisien, le régime ne peut admettre aucune critique même bénigne, c'est pourquoi il a interdit le parti communiste.

L'absence d'opposition se manifeste aussi par l'absence d'une presse discutant la politique gouvernementale. La presse tunisienne n'est pas gouvernementale au sens propriétaire du mot. Il y a cinq quotidiens à Tunis : deux en arabe : *El Amal* et *Es Sabañ*, et trois en français : *La Presse*, le *Petit Matin* et *l'Action*. *El Amal* et *l'Action* sont des organes du Néo-Destour, les autres sont indépendants. Mais la lecture de ces journaux ne laisse apparaître la moindre critique, ni même la moindre discussion de la politique gouvernementale. Chaque fois que le Président ou un de ses ministres fait un discours, tous les journaux le reproduisent sans le moindre commentaire critique ou la moindre discussion. Ayant eu l'occasion de demander à des journalistes tunisiens pourquoi ils ne discutaient jamais les discours de Bourguiba, il m'a été répondu que s'ils le faisaient ils risquaient d'être supprimés. Le seraient-ils vraiment ? Je ne puis répondre à cette question, mais le fait est que cette crainte domine tous les esprits. Il y a à ce sujet l'exemple de *Jeune Afrique*, qui s'intitulait alors *Afrique Action*. Cet hebdomadaire se permit un jour de critiquer le pouvoir personnel de Bourguiba. Il ne fut pas interdit, mais Masmoudi,

qui en est un des animateurs, fut exclu du Néo-Destour et une pression évidente fut exercée contre l'équipe du journal, qui depuis se garde bien de recommencer. Aujourd'hui *Jeune Afrique* se fait à Rome et est davantage un journal africain que tunisien. Ce retrait sur Rome a été justifié par des raisons techniques d'imprimerie, mais il est évident que les raisons politiques de liberté d'action n'y sont pas étrangères. Se faisant à Rome, Bourguiba peut en interdire la vente en Tunisie, il ne peut pas l'empêcher de paraître.

Cette absence de discussion et de critique ouverte empêche le développement intellectuel et favorise les cancans. Si on ne trouve jamais de critiques dans la presse, si on n'entend jamais la moindre opposition s'exprimer à l'Assemblée nationale ou dans les organisations, par contre les cancans et les critiques sous cape vont bon train. Et comme toujours dans ces cas-là, l'exagération l'emporte sur la réalité. Le plus grave, c'est que cette absence de critique et d'opposition crée l'illusion de l'unanimité derrière le gouvernement. Illusion dont le gouvernement est la première victime, car il ignore l'état d'esprit réel de la population, ne connaissant que les manifestations officielles toutes préparées pour toujours approuver. C'est ainsi que lorsque fut découvert incidemment le complot contre Bourguiba en décembre 1961, le gouvernement en fut le plus surpris. J'ignore absolument ce que représentaient les auteurs du complot, ce n'était probablement que des aventuriers du coup d'Etat, mais le fait qu'ils aient pu concevoir d'organiser un complot contre le président Bourguiba ne s'explique que parce qu'ils savaient que son influence était en baisse et que le mécontentement était grand. Un mécontentement qui n'avait aucun moyen de s'exprimer ouvertement mais qu'il était facile de déceler. Pendant les quelques années que j'ai passées en Tunisie, j'ai pu d'ailleurs constater la perte d'influence de Bourguiba. En 1959, vers le mois de septembre, je le vis passer avenue de Paris dans une voiture découverte, spontanément et sincèrement applaudi par la foule. Vers le mois de juillet 1963, peu avant mon départ, je le vis sortir de la présidence place de la Kasbah, dans une voiture renfermée et dans l'indifférence totale. Un homme, probablement un fonctionnaire de service, se mit à crier de toutes ses forces « vive Bourguiba ». Mais il n'y eut aucun écho. Cet enthousiasme sincère et spontané de la foule que j'avais pu constater vers la fin de 1959 et cette indifférence totale, accompagnée de réflexions narquoises sous cape que j'ai vue au milieu de 1963 marquent bien le déclin de l'influence de Bourguiba. Un déclin qui, naturellement, ne se voit pas officiellement.

Pourquoi cette pression contre toute opposition et toute critique ouverte ?

Chaque fois que j'en ai demandé la raison à des responsables tunisiens, ils m'ont répondu que le peuple n'était pas assez évolué politiquement pour pouvoir bénéficier de la libre critique sans qu'elle dégénère immédiatement en désordres.

Si cela était, alors pourquoi parler de socialisme ? Car le socialisme, c'est la démocratie politique plus la démocratie économique et sociale. Alors comment peut-on construire le socialisme avec un peuple qui n'est pas en mesure de vivre dans un régime de simple démocratie politique ?

La vérité est toute autre. La vérité est qu'il y a en Tunisie une exploitation des travailleurs et un enrichissement de la bourgeoisie et de la bureaucratie supérieure de l'Etat et des organisations para-étatiques. La hausse des prix et la reprise à bon compte des biens des Européens ont permis à la bourgeoisie tunisienne et à la bureaucratie supérieure de s'enrichir honorablement, tandis que les travailleurs n'ont pas vu se changer leurs conditions de vie, bien au contraire. Les lieux chics et agréables de Tunisie, qui autrefois étaient fré-

quentés par les Européens, le sont aujourd'hui par la bourgeoisie et la bureaucratie supérieure tunisiennes, mais les travailleurs en sont toujours exclus. Dans ces conditions, il est évident que s'il y avait une opposition et une critique ouverte, elles ne manqueraient pas de se cristalliser dans une lutte contre cet enrichissement et pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs.

C'est pour empêcher cela, qu'on ne tolère pas d'opposition ni de critique.

Pierre RIMBERT.

## L'expérience socialiste yougoslave

Ayant eu l'occasion de faire un premier voyage d'étude en Yougoslavie en 1961, j'ai effectué en 1963 un nouveau séjour dans ce pays avec un groupe de militants syndicalistes C.F.T.C. de la Loire et du Rhône.

Je n'ai évidemment pas l'intention de faire le récit de ces voyages ni d'énumérer les nombreuses rencontres, visites officielles ou privées que j'ai eues au cours de ceux-ci. Je voudrais cependant préciser qu'on peut être ou ne pas être d'accord sur le point de vue que je vais donner, mais que ce que je vais dire a été vérifié et revérifié à l'occasion de ces nombreux contacts par moi et d'autres camarades syndicalistes.

Je souhaiterais aussi indiquer au préalable, en ce qui concerne le deuxième voyage organisé en collaboration avec la Confédération des syndicats yougoslaves que nous avons été reçus tant par les syndicats de Rovinj et de Pula, que par les représentants de la Confédération, dans des conditions inoubliables. Nous étions heureux de nous rendre en Yougoslavie mais nos camarades syndicalistes yougoslaves ne l'étaient pas moins de recevoir pour la première fois officiellement un groupe de militants syndicalistes français. Nous l'avons constaté à maintes reprises pendant notre séjour et tous nos rapports avec les Yougoslaves ont été des plus fraternels.

### L'AUTOGESTION OUVRIERE

C'est évidemment de la gestion des entreprises par les travailleurs qu'avec mes camarades nous nous sommes d'abord et surtout intéressés.

Personnellement, je suis entré et ai visité plusieurs entreprises. J'ai pu discuter librement avec de nombreux travailleurs, plusieurs fois sans interprète officiel (1). Je me suis évidemment entretenu avec des membres et responsables des Conseils ouvriers ou des Comités de gestion.

Je dirai en premier lieu à ce sujet là que les structures et la réglementation de l'autogestion ouvrière en Yougoslavie permettent effectivement aux travailleurs de gérer démocratiquement (2) les entreprises.

La loi sur l'autogestion datant de 1950, c'est depuis 13 ans que les entreprises ont mis en application ce principe fondamental de socialisme démocratique. Depuis 13 ans les ouvriers yougoslaves ont

(1) Une camarade française d'origine italienne et parlant très bien l'italien était du voyage en 1963. Or, dans la province où nous étions, l'Istrie, presque toute la population parle l'italien, cette province ayant été occupée de nombreuses années par l'Italie. Il a donc été possible de converser très souvent par son intermédiaire.

(2) Les organismes de gestion sont élus à bulletin secret par l'ensemble des travailleurs des entreprises sur des listes présentées par le syndicat, comportant toujours plus de candidats que de sièges à pourvoir. On ne peut être réélu deux fois de suite au même organisme de gestion, il faut au moins un an d'interruption. Ceci pour permettre au plus grand nombre possible de travailleurs de faire partie de ces organismes. Un exemple : au chantier naval de Pula, 1.500 travailleurs sur 4.000 participent aux différents organismes de gestion et commissions.

fait leur apprentissage et sont devenus de plus en plus aptes à gérer eux-mêmes leurs usines.

Ce qui ne veut pas dire que tout se passe bien dans toutes les entreprises. Non, les camarades yougoslaves ne nous ont pas caché leurs difficultés, les obstacles rencontrés (3). Mais ce qu'on peut dire, c'est qu'actuellement, la gestion des entreprises par les travailleurs est certainement une réalité dans de nombreuses entreprises.

Cela a été possible grâce aux efforts considérables réalisés en matière d'éducation.

Lors du premier voyage que j'ai effectué, je ne pouvais pas croire que cela fût vrai. Je m'étais un moment demandé si notre voyage n'était pas trop bien « organisé ». Aussi, ai-je multiplié les contacts privés, officieux, et au cours du deuxième voyage c'est nous qui avons choisi et demandé la plupart des rencontres qui ont eu lieu. Et j'ai dû admettre l'évidence.

Mais alors, comment a-t-il été possible qu'un peuple aux trois quarts agricoles avant-guerre (4), ait pu déjà devenir un peuple gestionnaire, responsable, en une dizaine ou une douzaine d'années (5).

Pour moi et pour d'autres, le problème a été pratiquement résolu lorsqu'on s'est rendu compte de l'immense effort d'éducation réalisé dans l'ensemble du pays (6) et du rôle important joué par l'organisation syndicale dans ce domaine.

Il existe pratiquement des Universités populaires ou ouvrières dans toutes les villes. A Rovinj, ville de 8.500 habitants, où nous avons séjourné cette année, il y avait une Université populaire. Et il y en a ainsi dans toutes les villes, grandes (7) et petites de Yougoslavie. Or, c'est dans ces universités surtout que l'on a formé et que l'on forme les jeunes paysans descendus des montagnes à leur responsabilité gestionnaire.

Les syndicats, dans les entreprises, dans les communes, dans les républiques et dans l'ensemble de la Fédération, jouent aussi un rôle important dans ce domaine.

J'ai vu des présidents de Conseil ouvrier ou de Comité de gestion, ouvriers eux-mêmes (certains d'origine paysanne) qui m'ont paru bien s'y con-

(3) Il se produit par exemple souvent des affrontements quelquefois très durs entre le directeur et les organismes de gestion. Il arrive que le différend aille jusqu'au licenciement du directeur par le conseil ouvrier.

(4) La Yougoslavie était le pays le plus arriéré avant guerre (d'après « La Yougoslavie », Editions Petite Planète).

(5) La loi sur l'autogestion date de 1950. Avant existait un système comparable avec le système soviétique. De 1945 à 1948 a été la période de planification administrative.

(6) En plus du travail considérable réalisé dans les Universités populaires et ouvrières, il faut souligner aussi l'effort des entreprises (au complexe sidérurgique de Zenica, sur 12.800 salariés, 1.500 sont à plein temps dans les écoles secondaires ou à l'université) ainsi que les intéressantes réalisations de l'Education nationale.

(7) Dans les grandes villes il existe plusieurs universités populaires et ouvrières.

naître dans leur affaire et fort capables de remplir leur mission, grâce à la formation reçue.

### LE RÔLE DES SYNDICATS

Les syndicats yougoslaves organisés comme les nôtres, à l'échelon de l'entreprise et de la localité, sont regroupés sur le plan national au sein de la Confédération des syndicats yougoslaves. Mais leur rôle est évidemment fort différent de celui que nous jouons dans les pays capitalistes.

Leur objectif essentiel n'est évidemment pas la lutte contre le système capitaliste et la destruction de celui-ci comme en France, pour le remplacer par une société socialiste, puisque celle-ci existe. Je ne dénaturerai pas je crois la vérité, en affirmant qu'en contrepartie leur objectif essentiel est la sauvegarde et l'amélioration de leur système socialiste par l'application et le contrôle dans toutes les entreprises de l'autogestion ouvrière, ainsi que l'aide qu'ils ont à apporter aux travailleurs pour faire face complètement à leurs responsabilités.

Les syndicats qui sont en fait devenus depuis la période stalinienne, c'est-à-dire surtout depuis 1950, des organismes en fait indépendants de l'Etat et de la ligue des communistes, jouent aussi un rôle important dans le domaine de l'éducation, comme je l'ai déjà écrit. Mais ils assurent aussi la représentation des travailleurs, ils peuvent conclure des accords collectifs, ils désignent les représentants des travailleurs dans les organismes de Sécurité sociale, ils sont habilités à présenter les listes de candidats dans les entreprises pour les élections au Conseil ouvrier et au comité de gestion, etc...

### LES AUTRES FORCES POPULAIRES

Pour abrégé, je dirai de l'Alliance socialiste qui regroupe 80 % de la population adulte, qu'elle est la suite du front populaire et qu'elle tend à devenir le parlement du peuple tout entier. Son but est d'associer l'ensemble des citoyens à la vie politique.

Je m'étendrai davantage sur la ligue des communistes qui a remplacé le parti communiste. Je ne saurais d'ailleurs sommairement transmettre au lecteur la découverte que j'ai faite en faisant la connaissance de la ligue et de ses militants.

Je commencerai par les militants, ça me semble plus simple. C'est très difficile d'être communiste en Yougoslavie, moralement et concrètement. Là-bas un communiste doit toujours montrer l'exemple : dans son travail, dans les organismes sociaux comme dans sa vie privée. J'ai rencontré plusieurs personnes qui se refusaient, ou n'osaient adhérer à la ligue, compte tenu de leur comportement dans la vie. Si avant 1948 le parti communiste était effectivement l'organisme auquel tout était soumis (comme en U.R.S.S.) : l'Etat, le syndicat, l'alliance socialiste, etc..., depuis 1948 tout a insensiblement mais de plus en plus changé. L'Etat, le syndicat, l'alliance et les autres sont devenus des organismes indépendants. La ligue ne décide plus des affaires d'Etat, n'intervient plus directement dans telle ou telle association. Elle tend, depuis 15 ans, à jouer surtout un rôle d'animation par l'intermédiaire de ses membres, à former une élite d'hommes qu'elle souhaite étendre de plus en plus dans le peuple tout entier, mais sans forcer personne, par la libre confrontation des idées, la libre adhésion des individus. Tous les communistes que nous avons rencontrés nous ont dit à peu près la même chose là-dessus (des non-communistes aussi d'ailleurs) et ils sont persuadés qu'un jour la ligue ne sera plus nécessaire, disparaîtra, car la grosse majorité du peuple aura atteint un degré suffisant de conscience socialiste qui rendra la ligue inutile.

Il faudrait parler aussi des organisations de jeunesse : des « pionniers » et de « la jeunesse populaire », mais ce n'est pas possible.

Il faudrait aussi parler de beaucoup d'autres choses concernant la passionnante expérience socialiste qui se réalise depuis 1950 en Yougoslavie, en particulier du rôle joué par les communes, du système économique et de la planification, du fonctionnement des différentes structures locales, régionales ou nationales du pays. Je ne puis hélas me le permettre. Il fallait faire un choix. Si le choix a été mauvais, ou s'il fallait aussi dire ce que je pense du reste, je suis disposé à le faire.

Encore un mot avant de terminer. Je n'ai jamais

senti au travers de tous les échanges que j'ai eus dans les différentes Républiques yougoslaves, des intentions de nous en mettre plein la vue. Dans tous ces échanges, nous avons rencontré autant de fraternité que de vérité. En plusieurs fois, on a même insisté auprès de nous alors que nous paraissions fortement intéressés par telle ou telle réalisation, en attirant notre attention sur les faiblesses et les erreurs qui avaient été commises. Mais ce qui fait aussi la force des camarades yougoslaves, c'est qu'au lieu de cacher leurs erreurs, ils les dévoilaient au grand jour, afin de mieux les corriger et de ne pas les recommencer. Je ne puis cependant terminer sans insister sur le sens de la liberté et le sens de la personne tels que je les ai découverts chez les militants socialistes yougoslaves. Il y aurait aussi beaucoup de choses intéressantes à dire à ce sujet.

E. CHOVET,

Secrétaire Général de l'U.D.-C.F.T.C.  
de la Loire.

## ENCORE SUR LES IMPOTS

L'Etat vole, par fonction. Il défend certains coffres-forts, en ratissant les bas de laine. Ses grands besoins ont toujours été les frais de guerre, à payer par les petits, au profit des gros. Il faut, avant tout, rappeler ces vérités, très schématisées, peut-être, mais qui ne varient guère. Nicolas Faucier a dit ce que nous pensons tous, mais il est étrange que la démocratisation de l'abrutissement populaire aboutisse au paradoxe que Popolo ne ressent même plus le souci des intérêts les plus élémentaires. Il est vrai qu'il prend rarement conscience de son exploitation. Il sait mal compter. Même chez les syndiqués organisés. Je l'ai vu, jadis — voici plus de 15 ans — quand j'ai voulu poser la question même des impôts, et des augmentations de traitements chez les enseignants. Faucier montre que l'Etat sait reprendre, et même augmenter la prise, quand il semble donner. Je veux toutefois préciser quelques points dans ce qu'il a souligné.

Avant 1939, le maximum du chiffre non imposable était de 10.000 francs par an. Je crois, en tenant compte de la dépréciation du franc français qu'il faut au moins tenir compte du coefficient 60, ce qui porterait le maximum **non-imposable** à 600.000 anciens et 6.000 nouveaux francs, si le fisc était honnête vis-à-vis des contribuables. Mais il y a aussi à considérer le taux de progressivité. Les tranches, sont calculées pour tromper. L'assiette de l'impôt ne doit pas toucher les « fraudeurs » protégés, les grosses sociétés de « profit » à qui on donne les meilleurs moyens de camoufler les bénéfices et plus-values, interdits aux petits exploitants, artisans, petits cultivateurs libres, par exemple, qui jadis pouvaient tendre à penser qu'ils étaient vraiment libres. Le système social qui tend à prévaloir supprime peu à peu toute indépendance économique. Le contrôle fiscal et la « politique des revenus » visent en réalité à tenir rigoureusement en laisse le toutou populaire. Les différences entre Etats soi-disant libres et Etats « totalitaires » s'effacent pour aboutir à la mise en condition générale. La distribution du « minimum vital », soigneusement calculé pour que le citoyen moyen ne dépasse pas les normes de ce qu'il a à recevoir est filoutée par l'impôt. Mais, ne faut-il pas aussi parler de l'impôt « indirect » ? Et de qui le paye ? Comment s'évader ? Comment « refuser » ? Le consommateur n'a jamais su faire « grève », de façon organisée et consciente. Je ne jette la pierre à aucun « travailleur ». Mais il faut savoir se refuser à faire certains métiers d'exploiteurs publics. Parmi ceux-ci, armée, police et certains agents du fisc nous semblent particulièrement virulents. Il faut savoir aussi se refuser à certaines consommations. Le prolétariat compte. Tout cela je sais qu'il faudrait le préciser plus longuement. D'autres camarades vont y réfléchir et nous apporter notes et suggestions.

Louis SIMON

# « L'histoire de la Commune a été escamotée »

*L'histoire de la Commune de 1871 est mal connue. Aussi estimons-nous utile, à l'occasion de l'anniversaire du 18 mars, de reproduire le texte d'une causerie que lui a consacrée J. Péra en 1948 à Casablanca, et qu'un numéro aujourd'hui introuvable des « Etudes Matérialistes » de Louzon avait publié à l'époque.*

Camarades,

« L'histoire de la Commune a été escamotée. » Michelet dit cela de la Commune de 93.

On le dirait aussi bien de la Commune de 1871. Dans les ouvrages scolaires que j'ai eus entre les mains, lorsque je préparais mon baccalauréat, la relation de ce très gros événement tenait exactement une ligne et demie. Et je ne pense pas qu'à l'interrogatoire un examinateur se soit jamais avisé d'aborder le sujet !

Mais il y a autre chose que cet escamotage caractérisé.

Dans les milieux marxistes on n'omet pas de parler de la Commune de Paris. Loin de là ! On en parle chaque année rituellement, longuement, pathétiquement, admirativement, en de nombreux écrits, discours et pèlerinages.

Mais on parle, alors de la Commune de Paris comme si c'était un épisode entrant facilement dans le fameux schéma dichotomique marxiste, dans ce schéma qui ramène tous les faits de l'histoire à un seul élément : lutte de deux classes sociales. Et alors la Commune de Paris est présentée comme un événement qui préfigurerait et illustrerait l'action des partis marxistes contemporains.

Or, quand on présente les choses ainsi on ne dit, au meilleur cas, qu'une vérité partielle. (Et c'est se résigner à une grande obscurité, ou fausseté, que de se contenter d'une vérité partielle !)

Car le **grand complexe d'événements et d'idées** qui est compris sous le nom synthétique de Commune de Paris n'entre pas facilement dans le schéma dichotomique marxiste.

## PIEGE ET NON INITIATIVE

Tout d'abord, le schéma présente la Commune comme le résultat d'une insurrection prolétarienne, comme une **initiative** prolétarienne.

La vérité est qu'il n'y a pas eu d'initiative prolétarienne. Il y eut, au contraire, un **piège** de Monsieur Thiers, un piège et un plan de Monsieur Thiers. Du 17 mars jusqu'à la fin de la Semaine sanglante, c'est le chef du pouvoir exécutif, c'est le premier ministre, qui mène l'affaire, par la provocation d'abord, puis par la répression.

Dans les écrits marxistes, on s'étonne souvent des insuffisances de la Commune. On regrette qu'elle n'ait pas bien su se définir, on déplore qu'elle n'ait pas su tout de suite quelles opérations militaires elle devait faire.

Toutes ces insuffisances apparaissent très naturelles à qui garde la notion que la série d'événements est le résultat d'un piège, d'un traquenard du machiavélique premier ministre.

Vous connaissez les gros faits.

Les premiers éléments de la provocation, les premières banderilles au taureau parisien sont les dispositions sur les échéances et sur les loyers en retard.

Les effets de commerce dont le paiement a été suspendu pendant les hostilités deviennent exigibles à partir du 13 mars. Comme Paris sort d'un siège pendant lequel tout commerce a été stoppé, cette exigence est terrible. Du 13 au 17 mars il y aura 150.000 protêts. Il n'y a pas à s'étonner qu'une des premières dispositions financières de la Commune ait été de rapporter ce décret sur les échéances.

Quant aux loyers en retard, leur exigibilité frappait beaucoup plus de gens encore, en particulier les ouvriers dont beaucoup, sans travail, avaient vécu pendant le siège avec le solde de garde nationale, qui se trouvait ainsi être une indemnité de chômage avant la lettre.

Mais, nous l'avons dit, ce ne sont là que des banderilles. L'élément décisif de la provocation c'est l'affaire des canons de la garde nationale, l'ex-

pédition envoyée pour saisir les canons de la garde nationale.

Depuis le siège, la garde nationale, c'est-à-dire les civils parisiens armés, ont des canons, quatre cents beaux canons, auxquels ils tiennent d'autant plus qu'ils les ont payés eux-mêmes par souscriptions publiques, quêtes, etc.

Or, le chef du pouvoir exécutif, titre et fonction qui correspondent à ce que nous appelons Président du Conseil, Adolphe Thiers, a promis à l'Assemblée de Versailles qui doit se réunir le 20 mars, qu'elle pourra délibérer « sans la crainte de l'émeute », c'est-à-dire qu'il ne devra y avoir alors en France d'autre force armée que celle qui dépend du pouvoir central, celle qui dépend de l'Assemblée.

Monsieur Thiers doit donc, avant le 20 mars, enlever ses armes à la garde nationale. Il doit lui enlever, avant tout, ses canons.

Opération plus facile à dire qu'à faire ! Car, selon les clauses de l'armistice, le gouvernement français n'a, à Paris, qu'une division. Et l'armée de la Loire est loin de Versailles. Cependant que la garde nationale parisienne compte, au moins, 200.000 hommes. Voyez la disproportion !

Cette disproportion indique que si Thiers a accepté d'engager l'opération, c'est qu'il a son plan.

De deux choses l'une, en effet : ou l'opération réussit, ou elle échoue. Si par hasard — et par surprise — elle réussit la question est résolue : il n'y a plus en France qu'un pouvoir qui soit armé, le pouvoir central. Et si l'opération échoue ? Eh bien ! Thiers est un homme dont on peut dire qu'il a passé toute sa vie politique à penser à une éventualité de ce genre. Il connaît à fond l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle. Il l'a étudiée, il l'a écrite, il l'a en partie faite puisqu'il a été longtemps ministre. (Et il a été aussi proscrit.) Eh bien, il est arrivé à cette conviction que lorsqu'un gouvernement se trouve en échec dans sa capitale, il ne doit pas s'obstiner à rester dans cette capitale où il risque d'être tout simplement supprimé par le mouvement populaire. Mais ce gouvernement doit quitter la capitale et n'essayer d'y rentrer qu'une fois qu'il aura la supériorité.

C'est ce qu'a fait à Vienne en 1848 le général Windischgrätz, opération que Thiers a beaucoup admirée.

C'est ce qu'a fait à Palerme un roi de Sicile, surnommé par dérision en France roi Bomba, opération dont Thiers a feint de s'indigner parce qu'il n'était pas alors aux affaires, mais dont on peut être sûr qu'il l'a trouvée habile.

Et l'on peut penser que Thiers a toujours songé à une opération de ce genre.

Comme vous le savez, c'est lui qui, sous Louis Philippe, a fait faire les fortifications de Paris et la ceinture des forts. Devant des parlementaires qui s'inquiétaient quelque peu de cette artillerie dominant la ville il a feint de s'indigner, disant : « Mais c'est honteux de penser qu'un gouvernement français pourrait jamais chercher à rentrer dans la capitale en la bombardant ! » Or, en 71 il devait tirer le canon pendant 40 jours du haut de l'unique fort de l'enceinte qui fût en son pouvoir.

Entre parenthèses, comme ce fort était le Mont Valérien, Thiers s'est trouvé à bombarder que les quartiers de l'ouest de Paris, les quartiers aristocratiques et bourgeois. Mais de cela le petit homme se moquait bien, comme il se moquera pas mal de la vie de l'archevêque de Paris !

Car le père Transnonain (1), comme l'appellent les ouvriers parisiens, le père Transnonain est **cruel**. C'est un trait de caractère qu'il ne faut pas perdre de vue quand on aborde l'histoire des 70 jours qui nous occupent.

Monsieur Thiers est intelligent, tenace, habile,

(1) Du nom de la rue Transnonain où fut écrasée en 1834 l'insurrection républicaine parisienne qui avait été déclanchée pour soutenir celle de Lyon. Thiers avait pris le portefeuille de l'Intérieur quelques jours auparavant.

menteur, cruel. Il a donc tout ce qu'il faut pour être un grand homme politique. Ce n'est pas un grand homme tout court car il n'y a pas de grandeur humaine sans bonté, mais c'est un homme d'acier, comme l'histoire en place assez souvent à la tête des Etats.

## L'EVACUATION

Thiers savait donc ce qu'il devait faire en cas d'échec de l'affaire des canons.

Dès l'échec connu, il applique la deuxième alternative de son plan. Il donne l'ordre à des ministres étonnés de partir, de partir tout de suite. Il exige l'évacuation de l'armée et même des forts. Il fait donner aux fonctionnaires l'ordre de déménager au plus vite. Ces ordres sont suivis : pendant plusieurs jours militaires et fonctionnaires évacueront la ville par les portes de l'Ouest.

Je dis bien pendant plusieurs jours, car pendant plusieurs jours, Paris est si peu une ville insurgée, si peu une ville en offensive révolutionnaire, qu'il n'a même pas l'idée de fermer les portes.

## A MONTMARTRE

Je ne dirai qu'un mot de l'affaire des canons proprement dite car vous connaissez ça aussi bien que moi.

Les canons sont groupés en divers points de la capitale : place des Vosges, aux Buttes Chaumont, à Montmartre. Notamment à Montmartre car c'est là qu'il y a le gros : au moins 200 pièces. Les canons sont très peu gardés. C'est l'armée régulière et la gendarmerie qui sont chargés d'aller s'en emparer. Les colonnes se mettent en route dans la nuit du 17 au 18 mars, à 5 heures du matin. Un garde national est de faction devant les canons de Montmartre.

Cet homme fait son devoir, il croise la baïonnette. Les gendarmes l'abattent. C'est la première victime de la guerre civile qui commence : il s'appelle Turpin.

Je trouve tout à fait symbolique cette première escarmouche. Le civil parisien en armes, abattu par la gendarmerie nationale. Le pouvoir local écrasé par le pouvoir central, cela résume toute la guerre civile qui va se dérouler.

C'est donc fait. L'armée est en possession des canons. Il n'y a plus qu'à les emmener. Mais, avec l'horrible pagaye qui caractérise cette armée française — à laquelle il ne manquait pas un bouton de guêtre ! — on a précisément oublié d'amener des chevaux ! Il faut envoyer chercher des attelages... C'est long... Pendant ce temps, le jour se lève et les Parisiens aussi. Qu'est-ce que c'est ??? On entoure les soldats. Et puis on comprend. On s'indigne. On parle aux soldats, les femmes surtout. Les officiers s'inquiètent. Leurs soldats sont en effet non pas des professionnels, mais de jeunes mobilisés de province qu'on appelle des « mobiles ». Ce sont en somme des civils, un peu comme les gardes nationaux, avec cette seule différence qu'ils sont, eux, commandés par des militaires.

Les officiers veulent faire tirer. Les soldats n'obéissent pas. Dès cet instant ils sont compromis. Ils ne tardent pas à rompre les rangs et à arrêter leurs officiers. Ça y est, Paris a gagné !

Thiers n'a plus qu'à suivre la conduite arrêtée pour cette éventualité.

Paris a gagné. Mais il ne le sait pas. Il est si peu en offensive que savez-vous ce qu'il fait à ce moment ? Il se consacre à des éléments éminemment défensifs : il élève des barricades. On fait, par exemple, des barricades place du Château d'Eau (aujourd'hui place de la République) pour protéger les quartiers de l'Est contre l'offensive supposée de militaires qui sont précisément en train de filer vers l'ouest par les portes de l'Ouest. On dit et on répète : « on aurait dû... » C'est facile de faire de la stratégie après coup...

Il est devenu classique de dire : « Il fallait marcher sur Versailles ! »

Eh bien :

1° La marche sur Versailles a eu lieu le 3 avril.

On dit : « C'était trop tard ! » Je réponds : étant donné qu'il fallait tout improviser, le fait de lancer cette offensive quinze jours après le début inopiné de la guerre civile prouve non pas

de l'esprit de temporisation, mais de la hardiesse.

2° La marche sur Versailles a été un horrible échec, mais supposons qu'elle ait été victorieuse. Qu'est-ce qu'il serait arrivé ? Eh bien Thiers, le gouvernement et l'armée seraient allés plus loin. Fontainebleau et Bourges étaient envisagés comme points de repli. En sorte que rien n'aurait été résolu.

Lissagaray qui fut un combattant de la Commune et qui en a écrit une « Histoire » extrêmement précieuse fait justice de la rengaine : « il n'y avait qu'à marcher sur Versailles ». Et son témoignage est d'autant plus précieux que, par ses tendances, il se rapproche des gens qui, habituellement admettent cette opinion comme un dogme. Lissagaray est, en effet, de la tendance majoritaire et centralisatrice, opposée à la gauche antiautoritaire et fédéraliste.

La première tendance dit toujours : « Tout le mal vient de ce qu'il n'y a pas eu d'autorité et de direction ! Par exemple, si, dès le début, il y avait eu un état-major, il aurait marché tout de suite sur Versailles — et c'était fini. »

Lissagaray répond : « non ! ce n'aurait pas été fini ! Tant que la province restait hostile à Paris et donnait asile à Thiers, peu importait que Thiers fût à 16 ou 100 kilomètres de Paris. »

Au fond, l'affaire de la butte Montmartre, qui est la seule victoire militaire de la Commune, avait montré la façon dont Paris pouvait gagner la lutte : cette façon était la conquête des cœurs adverses.

La victoire était une question morale, idéologique, comme on dit aujourd'hui. Il est certain que si la province avait été gagnée et rendue hostile à Thiers, celui-ci n'aurait pu se préparer ni à Versailles, ni à Bourges, ni ailleurs.

Le seul terrain sur lequel Paris avait des chances d'être battu était celui d'une lutte proprement militaire contre une armée véritable.

Une des habiletés de Thiers a été de savoir provoquer Paris précisément sur le terrain qui lui était défavorable.

Il faut encore considérer ceci : les braves Parisiens, le 18 mars au soir, ou le 19, sont tout surpris et contents d'apprendre que le gouvernement est parti.

Or, ils en ont vu partir, des gouvernements, depuis un siècle, les Parisiens ! Eh bien, chaque fois qu'un gouvernement a pris les portes de l'Ouest, ça a été pour la Normandie, la Manche et l'Angleterre. Ça s'est passé comme ça il y a quelques mois seulement, le 4 septembre, avec l'impératrice. C'est la règle du jeu, quoi ! Paris défait les régimes et leurs représentants quittent la France.

Paris est très loin de supposer que, cette fois, la règle du jeu ne sera pas respectée, que le vieux renard qui dirige les affaires est décidé à rester en France, contre Paris, à 17 kilomètres de Paris !

Paris, le 18 mars 1871, a été, ainsi, réellement manœuvré et jeté dans un machiavélique traquenard.

## LA COMMUNE,

### REVOLUTION DE LA GARDE NATIONALE

Voyons maintenant le deuxième point du schéma vulgaire.

Le schéma vulgaire est que Paris ouvrier a pris, le 18 mars, l'offensive contre la bourgeoisie, a constitué un gouvernement ouvrier, lequel a finalement été battu par les armées bourgeoises.

Le deuxième point à examiner dans le schéma est donc celui-ci : la Commune de Paris est-elle un gouvernement ouvrier ?

Eh bien, l'Assemblée communale est élue le 26 mars, 86 représentants. Quelle est la proportion des ouvriers parmi eux ? Un tiers environ. (Un peu moins d'un tiers et un peu plus d'un quart.)

(Le suffrage a eu lieu non pas par arrondissement, mais par nombre d'habitants : un représentant par 20.000 habitants ou fraction de 20.000.)

Les deux tiers de l'Assemblée sont donc petit-bourgeois. Mais il y a aussi des bourgeois authentiques comme le père Beslay, le doyen d'âge, qui est patron d'industries prospères, et Tridon qui est un grand propriétaire terrien et, par ailleurs, député de la Côte-d'Or. (Tous deux furent d'ail-

leurs des serviteurs très dévoués de la Commune. Beslay devait être proscrit en Suisse et Tridon mourir en Belgique.)

Si l'on cherche quelle est la profession la plus représentée dans l'Assemblée communale, on ne trouve pas une profession manuelle, mais celle de journaliste. Ce sont des journalistes de gauche, des journalistes de combat, sous l'Empire et le gouvernement de la Défense. La chose est bien compréhensible du point de vue politique mais elle ne cadre pas avec cet ouvriérisme que l'on attribue à la Commune pour la facilité du schéma.

Si l'on considère non plus l'Assemblée, mais le gouvernement qui en est issu, si l'on considère la « commission exécutive », les gens placés à la tête des commissions chargées des différents ministères, les choses sont encore plus nettes. Parmi les ministres, il y a un ouvrier, le bijoutier Fraenkel. Il est chargé des questions du travail. Tous les autres ministres sont des petits-bourgeois. En sorte que cette Commission exécutive n'apparaît pas tellement différente des gouvernements dits « de gauche » dont nous avons l'habitude, qui sont composés de politiciens et de journalistes, mais qui confient volontiers le portefeuille du Travail à un homme issu des milieux ouvriers.

Une telle constatation nous aide à comprendre l'attitude de militants comme Fribourg. Ce fondateur de l'Internationale, ouvrier résolu, convaincu que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, n'est ni à Versailles ni à l'Hôtel de Ville. Il est totalement neutre dans le conflit de ces deux pouvoirs politiques.

Que font les autres membres de l'Internationale ?

Eh bien, ils ont des attitudes diverses, chacun se déterminant selon son jugement personnel et son tempérament. Treize membres de l'Association sont dans la Commune (et ce faible nombre suffit à démolir l'ineptie versaillaise selon laquelle la Commune est la chose de l'Internationale), mais d'autres sont à l'Assemblée de Versailles, soit de fait (Tolain, Langlois) soit moralement (les adjoints de mairie Héligon et Murat, et même, au début, Malon.)

Rien ne souligne mieux la façon dont ces camarades sont divisés que la dissociation du tandem Tolain-Perrachon. Deux inséparables ces copains là, nous raconte Jules Vallès. Perrachon nourrit une grande admiration pour Tolain. Il s'habille comme lui, se fait couper la barbe et les cheveux comme lui, il se fait son sosie. Eh bien, Tolain sera à Versailles tandis que son sosie sera chargé de la direction de la Monnaie à Paris.

On dira : d'accord ! la Commune n'est pas socialement ouvrière, mais elle est socialiste et républicaine à la différence de l'Assemblée de Versailles et, de là, le heurt entre les deux.

De toutes façons l'explication est insuffisante. Car on a pu voir, n'est-ce pas, une Chambre de droite, genre Bloc National, coexister avec des conseils municipaux de gauche dans les grandes villes. A l'heure actuelle nous avons une Assemblée « de gauche » et des conseils municipaux de droite sans que la guerre éclate.

D'ailleurs, que vaut l'affirmation elle-même ? Bien sûr, dans sa majorité, l'Assemblée est réactionnaire, cafarde et dégoûtante. Mais il y a une minorité républicaine et même socialiste. Et c'est précisément contre cette gauche que la passion est la plus vive dans les rangs communaux. Un auteur comme Lissagaray a bien plus de pages contre les représentants de Paris dans l'Assemblée et dans les mairies, élus républicains et socialistes, que contre les ruraux. Or, les hommes que Paris a élus en janvier et février ne sont pas qualitativement très différents de ceux qu'il élit en mars.

Ils sont à la vérité si peu différents que ce sont souvent les mêmes personnes. Dès la première séance de la Commune, Jules Vallès toujours excité souligne le fait en le déclarant scandaleux. On ne peut pas, dit-il, être en même temps membre de l'Assemblée nationale et de la Commune de Paris. Il faut choisir. Le vieux Delescluze qui mourra sur une barricade, est tout attristé de cette sortie car il se croit visé. Il est précisément

dans ce cas : il est en même temps député de Paris et membre de la Commune. Il démissionnera de Versailles, ainsi que Tridon, député de la Côte-d'Or ; Cournet et Félix Pyat font de même ; ce dernier non sans difficultés. Par contre, Tirard saute sur l'occasion. « J'ai été élu — dit-il — à un Conseil municipal. Vous vous considérez maintenant, vous, Conseil municipal, comme si vous étiez une assemblée constituante. Il y a contradiction. Dans ces conditions je reste fidèle à mon mandat de député et je vais à Versailles en vous souhaitant bonne chance. » Il fut imité par Rochard, autre député de Paris.

Parmi les élus à l'Assemblée qui n'ont pas la double appartenance, il y a Millière, le socialiste. Celui-ci, sans se rallier, officiellement, à la Commune s'y ralliera moralement et sera, au mois de mai, fusillé au Panthéon. (Au moment de mourir il criera Vive l'Humanité ! cependant qu'un soldat assistant à la scène appuyé sur la grille extérieure commentera en sourdine : « On va t'en foutre de l'humanité ! »)

Parmi les autres élus de Paris il y a le vieux Louis Blanc, l'auteur de l'Organisation du Travail, qui, lui, reste à Versailles. Il y a Tolain et Langlois, ouvriers de l'Internationale. Eux aussi restent à Versailles. Du moins Langlois a-t-il des contacts avec l'Hôtel de Ville et sollicite, une fois, la Direction de la Garde nationale.

D'autres députés, Clemenceau, Lockroy, Floquet ne restent pas à Versailles, ils démissionnent, mais ils n'adhèrent pas pour cela à la Commune, ils restent entre les deux. Le vieux Raspail, lui, républicain incontestable ne démissionne pas, il reste silencieux.

Donc, entre élus de Paris et Commune, entre les hommes élus par Paris en janvier et février d'une part, et ceux élus le 26 mars d'autre part, il n'y a pas un abîme, il n'y a pas une différence de qualité qui paraisse légitimer la guerre, il n'y a rien qui explique la lutte à mort, le carnage des mois d'avril et mai.

Nous revenons alors à notre point de départ : Qu'est-ce donc que la Commune de Paris ? Quelle est la raison de la terrible lutte que l'on désigne, par commodité, sous ce nom là ?

Eh bien, cette lutte est faite de deux éléments :

1. Il y a un élément tout à fait occasionnel, qui résulte d'un extrême décalage circonstanciel entre Paris et la province.

2. Il y a un élément susceptible de se reproduire à l'avenir : c'est la lutte du pouvoir central contre une fraction du peuple en armes. Ce fut, en l'espèce, la lutte de l'Armée contre la Garde nationale.

Examinons d'abord le deuxième élément.

Qu'est-ce que la Garde nationale ?

La Garde nationale est une formation qui a duré, en France, une grande partie du XIX<sup>e</sup> siècle — elle a duré exactement jusqu'au 28 mai 1871, jusqu'au dernier jour de la Semaine Sanglante. C'est une formation qui a connu des formes et des intensités diverses, mais avec une constante. L'idée constante est que c'est une force constituée par le citoyens eux-mêmes. C'est une force civique, une force politique. Vous connaissez la boutade prêtée à M. Prudhomme, garde national : « Ce sabre est le plus beau jour de ma vie ! Il m'est donné pour défendre les institutions et, au besoin, pour les combattre ! »

Et c'est bien cela !

Le 24 février 1848, Louis-Philippe entendant du bruit autour des Tuileries demande : « C'est une émeute ? — Non, sire, répond le fidèle conseiller, c'est une révolution ! »

Pourquoi le fidèle conseiller se permit-il de répondre ainsi ? Parce que la Garde nationale avait pris le parti des émeutiers.

En juin 1848, par contre, les événements tournèrent tragiquement pour le peuple, parce que, cette fois-là, la Garde nationale ne se mit pas avec lui.

C'est ainsi : la Garde nationale a été pendant des décennies la grande force politique, la force décidant de la mort des régimes, ou leur accordant un sursis.

J. PERA.

(A suivre.)

# « LA FORCE DES CHOSES »

## celle des « mots »... et celle des origines

J'aime bien les mémoires en général et, plus particulièrement, j'aime bien les souvenirs d'enfance. La sincérité est plus fréquente dans ceux-ci que dans ceux-là, encore que la comédie qu'on se joue à soi-même puisse y trouver de bonnes scènes. L'enfant se joue souvent la comédie, mais l'homme qui raconte son enfance peut s'en jouer une autre, ce qui complique les choses.

Les mémoires de Simone de Beauvoir et les souvenirs d'enfance de Jean-Paul Sartre m'ont plu et passionné au point que j'ai éprouvé le besoin aigu de communiquer autour de moi les impressions que ces deux ouvrages m'ont faites. Pourquoi diable demander pour ces réflexions, l'hospitalité de « la Révolution prolétarienne » ? Ce n'est pas une revue littéraire ! Un copain m'a dit que c'était une coopérative ouvrière de pensée. Ce qui doit vouloir dire : où l'on élabore en commun une pensée ouvrière. Quelle idée, pour une telle œuvre, d'aller chercher des matériaux possibles dans les productions hyper-intellectuelles ou couple Sartre-Beauvoir ! Dans leurs romans ou leurs pièces de théâtre, je ne crois pas qu'on trouve grand-chose dans ce but, à se mettre sous la dent. Mais dans ces souvenirs d'un couple d'artistes qui a acquis la célébrité dans son siècle, qui a tourné « vers la gauche » et, au moins à ce qu'il croit, vers une classe ouvrière abstraite et idéalisée, alors oui, « la Révolution prolétarienne » peut trouver de quoi intéresser ses lecteurs et compagnons. Le copain de tout à l'heure, vieux syndicaliste révolutionnaire, ne m'a pas découragé de tenter l'aventure. Il a ajouté : « La Révolution prolétarienne, c'est aussi une coopérative d'action ». J'ai pensé que, même de ce point de vue, le dernier tome des souvenirs de Simone de Beauvoir, qui va de la « libération » à aujourd'hui, pouvait servir à quelque chose. Certes, Simone de Beauvoir s'intéresse fort peu à la vie syndicale. Pour elle, cela existe quelque part, mais c'est visiblement très au-dessous de la grande œuvre sociale pour laquelle son cœur déborde. Le seul syndicaliste qu'elle rencontre, c'est Serge Mallet, et elle lui règle son affaire en quelques mots : il verse dans « l'économisme », dit-elle avec dédain. Cependant, ses souvenirs sont tellement liés à la vie politique depuis vingt ans que nous y retrouvons, vus à travers le système optique très particulier d'une grande intellectuelle « de gauche », tous les événements que nous avons nous-mêmes connus, devant lesquels nous avons réagi. Nous les revivons autrement que nous les avons vécus, quelquefois avec un étonnement amusé. Le livre de Simone de Beauvoir est donc aussi un document d'histoire, et, en ce sens, il peut servir à l'instruction et à l'édification de militants.

Simone de Beauvoir aime, d'une façon très sensible et très charnelle, la nature et les voyages. Elle nous en parle très bien et nous en parle beaucoup, parce qu'elle voyage beaucoup, avec cette insouciance liberté que donne la non-présence des difficultés matérielles. On a incriminé le style de Simone de Beauvoir, la négligence qu'elle mettrait pour la forme. Il est vrai qu'elle s'en soucie peu par moments, quand elle nous raconte toutes ses petites histoires, mais elle atteint à la meilleure émotion artistique quand elle veut nous communiquer ses propres sentiments devant la nature, les pays et les villes. Un vieux péda-

gogue de mes copains a gardé une déformation professionnelle : il est à l'affût de ce qu'il appelle les morceaux choisis, de ce qui était naguère pour lui le sujet de « dictées » ou « d'explications de textes ». Il en a découvert dans « La force des choses » avec la satisfaction du connaisseur. En particulier, il m'a fait apprécier cette description d'un coucher de soleil (ou bien d'un lever, car Simone de Beauvoir se couche plus souvent à l'aube qu'au crépuscule) sur le cimetière Montparnasse, quand, après la gloire et les profits du prix Goncourt, Simone a acheté, dans ce quartier, un atelier d'artiste. Je vous recommande aussi le récit du voyage au Brésil, tout plein d'une vie exubérante. Savez-vous ce que c'est que « le candombé » ? Non, probablement. C'est une sorte de religion brésilienne, une sorte de mixture entre les rites indiens et le catholicisme romain. Simone de Beauvoir en fait une étude très profonde qui touche aux bases psycho-sociologiques de la religion, de toutes les religions.

Il y a aussi de l'amour dans ce livre, des amours, de belles amours. Mais je crains bien maintenant que les copains de la « R.P. » commencent à s'impatisser ! « Tu charries, ou t'as le béguin », je les entends me dire. A vrai dire, cette Simone, à travers son livre, je l'aime bien. On ne peut pas la considérer sans tendresse, car sa sincérité éclate (ou alors elle est beaucoup plus maligne que moi). Elle éclate, cette sincérité, ne serait-ce que par la naïveté avec laquelle Simone justifie « avec un certain sourire » ses prises de position politiques, et la fausse résistance qu'elle oppose aux douces tendances de son bourgeoisisme et de son aristocratie intellectuelle.

De cette naïveté, voici quelques exemples : elle voyage beaucoup en Espagne de Franco. Elle a des scrupules. Elle nous les dit très rapidement. Mai, quoi ? elle aime tellement les corridas ! Comment résister, je vous le demande ? Elle éprouve quand même un certain inconfort moral ; alors, elle insiste : la corrida c'est le triomphe de l'intelligence sur la force brutale ! Ouais. Mais cette force brutale, le picador s'est chargé d'abord à grands coups de lance, et à peu près à l'abri de tout danger, de l'affaiblir suffisamment pour la mettre à la portée d'une intelligence moyenne !

Autre exemple : je ne sais plus à quel propos, Simone a le cafard. Elle souffre dans son amour de la liberté et de la France (c'est une bonne patriote), elle souffre parce que De Gaulle a gagné son référendum, ou bien parce que « sa » France se déshonore en Algérie. Que va-t-elle faire ? Eh bien ! elle va d'abord s'en aller se reposer et se distraire à Venise. On verra après. Après, on reprendra l'impitoyable combat !

A la page 365 de son livre qui en compte près de 700, Simone de Beauvoir écrit : « *Personne, ni en URSS, ni ailleurs, n'a encore expliqué de manière satisfaisante la période stalinienne* ». Avouez que c'est bien embêtant. Si encore on trouvait quelqu'un qui puisse l'expliquer de manière « satisfaisante » ! On pourrait l'effacer de sa mémoire et de sa conscience. Simone de Beauvoir exprime autre part cette opinion que Staline ne peut pas être un contre-révolutionnaire parce qu'il n'a pas restauré l'appropriation privée des moyens de production. C'est alors que le copain de la « R.P. » va poser une question qui pourrait peut-

être expliquer tout de « manière satisfaisante ». Suffit-il de faire passer la propriété des moyens de production des capitalistes privés à l'Etat, pour que le travailleur ne soit plus « aliéné », selon le langage très prisé dans les cercles intellectuels de gauche ? N'est-ce pas le fait de la séparation des moyens de production et de ceux qui les mettent en œuvre qui constitue « l'aliénation » ? Chez Renault, par exemple, l'appropriation privée des moyens de production n'existe plus. L'ouvrier de chez Renault en est-il moins aliéné ? Autant de questions qui permettraient peut-être à Simone de Beauvoir, et à beaucoup d'autres, de commencer à s'expliquer le capitalisme d'Etat (et subsidiairement le stalinisme) de manière satisfaisante.

Simone de Beauvoir pousse parfois la naïveté un peu trop loin. On finirait par la soupçonner — si on ne la connaissait — de faire l'imbécile. C'est ainsi qu'elle traite de « provocateurs » les académiciens suédois qui ont décerné le prix Nobel à Pasternak ! Plus loin elle écrit : « ... en Allemagne de l'Ouest... fanatiquement anticommuniste et où l'antisémitisme renaissait, des croix gammées apparurent sur les synagogues, la nuit de Noël. » Il y aurait décidément beaucoup de choses à expliquer à Simone de Beauvoir (que ne s'abonne-t-elle à la « R.P. » !), mais s'est-elle demandée pourquoi ces croix gammées disparurent et ne sont plus reparues depuis le moment où elle en parle ? Mais quel boulot, mes frères, quel boulot parmi ces intellectuels « de gauche » ! Imperturbablement, Simone de Beauvoir termine son chapitre, quelques lignes plus bas, par cette affirmation sans appel : « Lunik 2, Lunik 3 confirmaient la supériorité spatiale de l'URSS : c'était une garantie de paix. »

\*\*

Simone de Beauvoir en veut à Albert Camus. Cela se comprend. Elle n'arrive pas néanmoins à nous le rendre antipathique. Chaque fois qu'elle le met en cause, il nous paraît, le plus souvent, que c'est lui qui a raison. Si Simone de Beauvoir veut nous démontrer que Camus n'était pas un saint, elle perd son temps. Un saint nous casserait les pieds plutôt. Nous voulons bien la croire quand elle nous dit que Camus aimait bien faire, de temps en temps, une bonne « fiesta », de laquelle il ne sortait pas généralement à son avantage, comme il est de coutume qu'on ne sorte pas à son avantage de pareilles agapes. En tout cas, sur ce chapitre particulier de l'absorption de vodka, il est battu haut la main par Sartre et Simone. Comme on le verra, Jean-Paul Sartre se révélera même un champion de la spécialité quand il sera mis en compétition avec les meilleurs spécialistes de l'URSS, grands buveurs devant Karl Marx, puissants consommateurs de « carburant socialiste », auxquels Sartre n'est pas peu fier de montrer qu'à l'Ouest « nous en avons aussi ».

Quand Simone de Beauvoir se promène en Espagne, elle constate que les ouvrages de Camus y sont en vente, alors que ceux de Sartre y sont interdits. Ça doit être vrai, puisqu'elle le dit. Mais Sartre et Simone se promènent dans l'Espagne de Franco. Camus n'y a jamais mis les pieds. C'est tout.

Mais comment voulez-vous que Camus résiste aux jugements définitifs de Simone de Beauvoir ? Quand elle a lu « L'homme révolté », elle dit : dans ce livre, Albert Camus se rallie aux valeurs bourgeoises ! Vous en avez le souffle coupé. Mais vous ne vous y connaissez pas en « valeurs bourgeoises ». Tandis que Simone, vous pouvez m'en

croire, elle s'y connaît ! Peut-être ne se rend-elle pas assez compte que ce qui la différencie le plus de Camus, ce sont les origines sociales. Camus est né dans une famille pauvre de « pieds-noirs ». Elle, sa « haine de la bourgeoisie » est la réaction contre l'empreinte du milieu dans lequel, enfant et adolescente, elle a baigné.

Mais Simone de Beauvoir sera pardonnée : quand Camus vient de s'écraser sur la route maudite, les mots qu'elle écrit et les larmes qu'elle verse prouvent que la flamme d'Albert Camus brûlait encore son cœur.

\*\*

Silone, le militant et romancier italien, ne trouve pas grâce non plus devant Simone de Beauvoir. Comme par hasard, Silone est encore un ami de la « R.P. ». Ses romans, dont *Fontanarosa*, *Le pain et le vin*, *Le grain sous la neige*, *Une poignée de mûres*, ont été traduits en français par J.-P. Samson, un autre ami de la « R.P. » mort au début de cette année. Simone de Beauvoir écrit : « Silone... avait été, de 1924 à 1930, un des dirigeants, puis le principal responsable du parti communiste italien en exil ; il en avait été exclu en 1931, pour des raisons que nous ignorons. » Puis elle ajoute, en note : « En 1950, il y eut sur la question une longue controverse publique entre Togliatti et lui. Elle fut publiée dans « les Temps Modernes ». Le moins qu'on puisse dire c'est que, de son propre aveu, Silone entre 1927 et 1930 avait joué un étrange double jeu. »

Remarque : entre 1927 et 1930, Silone était un dirigeant du parti communiste italien. Si donc il a pu jouer « un double jeu », c'est en tant que dirigeant du parti et, comme tel, dûment mandaté et téléguidé. Mais puisque nous parlons de « double jeu », il en est un qu'il ne faut pas oublier. C'est celui de Togliatti lui-même. Pendant plus de vingt ans, il vécut à Moscou. Il y était au moment des pires crimes stalinien. Sous le nom d'Ercoli, il tenait l'encensoir. Les têtes des meilleurs tombaient autour de lui, et Ercoli écrivait, dans « la Correspondance Internationale » des articles anodins dans la plus stricte ligne stalinienne.

Quand je vous disais qu'il y avait du profit, pour un militant ouvrier, à lire les mémoires de Simone de Beauvoir ! Elle tirera elle-même, à la page 650, la conclusion désabusée de sa participation à la politique para-communiste. Elle le fait à l'occasion d'une pénible expérience de « front antifasciste » : « on n'aurait rien pu faire sans les communistes, on n'avait rien pu faire avec eux ». Tout dépend justement de ce qu'on veut faire... de ce qu'on veut faire « d'efficace », pour parler comme nos bons progressistes.

\*\*

« Les mots », c'est le titre que Jean-Paul Sartre (Poulou, pour sa mère) a donné à ses souvenirs d'enfance. Le dit Poulou étant né dans les premières années du siècle, on n'y côtoie pas, comme dans le livre de Simone de Beauvoir, l'actualité brûlante. Mais si vous voulez déguster un plat délicat, un modèle de style d'une simplicité travaillée, je vous conseille cette lecture. Deux cents pages, au lieu de sept cents, mais de la dentelle. Avec ce gamin gâté, choyé, vous pénétrerez dans une famille de bourgeois universitaires, patriotes d'avant la guerre de 14. Dès qu'il sait lire, et même avant, Jean-Paul est un rat de bibliothèque. Il flatte l'aveugle adoration de son grand-père. Il joue la comédie : comme tous les gosses, il raffole de Buffalo Bill, de Nick Carter, de

« l'Epatant » — les « Tintin » de l'époque — mais il se rend très bien compte que cela ne plairait pas au grand-père ; alors, il feint d'aimer Corneille ! Il fait semblant de se plonger dans le gros recueil des pièces ennuyeuses du vieux Corneille, mais son imagination galope dans les pampas ou derrière les exploits de Pardaillan !

Au fait, pourquoi ce titre : « les mots » ? Parce que, dès ses tendres années, Jean-Paul Sartre a attaché plus d'importance aux mots qu'aux choses elles-mêmes. Il ne regarde pas la chose ; il ne vit pas l'événement ; il se répète le mot où il lit le récit. Bientôt, il écrira et il se créera un monde bien à lui. Cette déformation originelle, que Sartre nous expose avec franchise et insistance, ne va-t-elle pas déterminer tout le comportement intellectuel de l'homme, lui faire

juger de tout d'après ce qui se dit ou s'écrit, et non d'après ce qui se fait, le conduire à prendre souvent — comme dit le peuple — des vessies pour des lanternes ? Par exemple, quand il va en URSS, est-il plus attentif aux mots qu'il entend ou qu'il lit qu'aux choses qu'il voit (celles qu'on lui montre) ? Il est vrai que l'état dans lequel il se trouve, son état de santé, de lucidité, ne lui permettent souvent ni d'entendre les mots, ni de voir les choses.

Je propose aux lecteurs de la « R.P. », si je n'abuse pas trop de l'hospitalité exceptionnelle de ses colonnes, quelques passages choisis de Simone de Beauvoir. Je les crois assez édifiants pour que je les propose, selon une formule que j'ai trouvée dans cette revue, sans commentaire ou presque.

Jules VITRY.

## Quelques extraits de « La force des choses »

### PASSAGE DE LA LIGNE

J'avais envie de revoir Prague ; Sartre obtint jactance des visas ; l'idée de franchir le rideau de fer piquait ma curiosité ; il ne s'agissait pas d'une métaphore ; la petite route herbeuse qui nous conduisit à un poste frontière isolé butait contre une grille que flanquaient, épais et menaçants, des réseaux de barbelés ; en haut d'un mirador, une sentinelle marchait de long en large avec nonchalance ; je klaxonnai ; elle ne broncha pas ; je recommençai ; un soldat sortit du poste et examina nos passeports, à travers les barreaux ; il fit signe à la sentinelle qui fouilla dans ses poches et lui lança une clé ; il ouvrit la grille, comme il eût poussé le portail d'un parc privé.

... Je roulais à travers campagnes et villages, étonnée de connaître d'emblée une si facile intimité avec une démocratie populaire. A Prague, Sartre demanda en allemand l'adresse de l'hôtel que nous savions réservé aux étrangers... et nous avons marché dans la ville, émus de tout reconnaître — les avenues, les ponts, les monuments, mais aussi les cafés, les restaurants — alors que plus rien n'était pareil... Nous passâmes devant une immense statue de Staline ; prévenant tout commentaire, une jeune femme dit sèchement : « Nous, elle ne nous plaît pas du tout. » ... Nous partîmes comblés de cadeaux : livres d'art, disques, dentelles et cristaux. Une seule ombre, mais de taille ; comme nous visions une bibliothèque, un des administrateurs se trouva un instant seul avec nous ; abruptement, il murmura : « Il se passe des choses terribles, ici, en ce moment. »...

### RETOUR D'URSS

Sartre revint ; à part de grandes laideurs architecturales, il avait aimé ce qu'il avait vu. Surtout, il avait été très intéressé par les rapports nouveaux qui se sont créés en URSS entre les hommes et aussi entre gens et choses : entre un auteur et ses lecteurs, entre les ouvriers et l'usine.

... Le voyage avait été épuisant ; du matin à l'aube, des rencontres, des colloques, des visites, des déplacements, des banquets. A Moscou, le programme, étalé sur plusieurs jours, lui accordait un peu de répit ; ailleurs, les organisations régionales ne lui en laissaient aucun. Il devait passer quarante-huit heures à Samarkande : « Un jour avec les officiels, un jour seul », exigea-t-il. Ce caprice surprit : la beauté, c'est la beauté, même si on est quarante à la regarder ; on l'attribua à son individualisme bourgeois, mais enfin on promit de s'y plier. Au dernier moment, l'Union des écrivains de Tachkent limita l'excursion à une seule journée : il y avait des usines à visiter, des livres pour enfants à examiner. « Mais on vous laissera seul », promit l'interprète. Un archéologue et quelques notables escortèrent Sartre à travers la ville ; l'auto s'arrêtait devant les palais et les mosquées, vestiges superbes du règne de Tamerlan ; tout le monde descendait, l'archéologue expliquait. Puis l'interprète étendait les bras

et chassait tout le monde : « Et maintenant Jean-Paul Sartre souhaite rester seul. » Ils se retirèrent et Sartre se morfondait en attendant de les rejoindre.

Le plus éprouvant, c'était les moments de détente, fort joyeux d'ailleurs : festins et beuveries. Les prouesses accomplies dans la datcha de Simonov, Sartre avait dû souvent les renouveler. A Tachkent le soir de son départ, un ingénieur robuste comme trois armoires l'avait défié à la vodka ; sur l'aérodrome où il l'accompagna, l'ingénieur s'effondra à la grande satisfaction de Sartre qui réussit à gagner son siège où il s'endormit d'un sommeil de plomb.

(En URSS comme ailleurs on sait en effet que cet état qui précède l'effondrement prédispose l'individu à voir apparaître « des rapports nouveaux entre les hommes » et aussi « entre gens et choses. »)

Au réveil, il était si crevé qu'il demanda à son interprète de lui ménager à Moscou une journée de repos ; aussitôt descendu d'avion il entendit dans le hall l'appel d'un haut-parleur : Jean-Paul Sartre... C'était Simonov qui, par téléphone, le conviait à déjeuner. S'il avait su le russe, il aurait demandé que le déjeuner fût remis au lendemain, ce que Simonov eût volontiers accepté ; mais aucun de ses « aides » — outre son interprète, un membre de l'Union des écrivains l'accompagnait dans ses déplacements — ne voulut se charger de proposer à Simonov ce changement. (C'était sans doute incompatible avec les nouveaux rapports entre les hommes. — J.V.)

Le repas eut lieu le jour même ; il fut généreusement arrosé et à la fin Simonov tendit à Sartre une corne aux dimensions imposantes, remplie de vin : « Pleine ou vide, vous l'emporterez », et il la lui mit dans les mains ; impossible de la poser sans l'avoir vidée ; Sartre s'exécuta. En sortant de table, il alla se promener, seul, au bord de la Moskova, et son cœur cognait contre ses côtes. Il cogna si fort toute la nuit et le lendemain matin qu'il se sentit incapable de rencontrer, comme il était prévu, un groupe de philosophes. « Mais qu'avez-vous ? » dit l'interprète. Elle prit son pouls, et se précipita hors de la chambre pour appeler un médecin qui aussitôt expédia Sartre à l'hôpital...

### POLOGNE 1962

... Nous sommes revenus en voiture à Varsovie : sur trois cents kilomètres la route ondule entre des prairies, des champs de céréales vert tendre, des maisons paysannes aux toits de chaume, crépies en jaune ou en bleu. Rien que des propriétés privées : « l'octobre polonais » a consacré l'échec de la collectivisation. Souvent, nous dépassions des groupes de paysannes vêtues du costume traditionnel : capes et jupes de couleurs vives, foulards noués sous le menton ; accompagnées d'enfants qui tenaient des cierges, elles revenaient de quelque cérémonie pieuse. Dans les campagnes

la religion pèse de tout son poids. On nous a montré un étonnant documentaire que le clergé a permis de tourner à condition qu'on s'engageât à n'y ajouter aucun commentaire : un chemin de croix qui se déroule tous les ans dans un village, et auquel assiste une foule venue de tous les coins du pays ; le Christ, chargé de sa croix, gravit une colline, peinant, soufflant, suant, butant ; il tombe avec une conviction et un art si extraordinaire que cette chute est un événement véritable ; des hommes le suivent, titubant sous le poids des pierres dont ils meurtrissent leurs épaules ; des femmes regardent, perdues d'extase, en larmes, au bord du cri ; et le clergé encadre de ses beaux chants disciplinés cette frénésie masochiste. Emouvant par la question qu'il pose, révoltant par la réponse qu'il apporte, ce film n'est pas projeté publiquement. Dans les villes, il y a 60 % de croyants, nous a dit un de nos amis ; d'autres estimaient ce chiffre tout à fait faux. La cathédrale de Varsovie était pleine le dimanche matin : mais les habitants du vieux quartier sont d'origine bourgeoise ; les ouvriers ne vont pas à l'église, du moins pas les hommes. Ce qui demeure vivace, c'est l'antisémitisme : dans une des bouches de bronze du monument, d'ailleurs hideux, élevé à la mémoire des Juifs du ghetto, une main avait planté un mégot.

Le journal « *Política* » nous a fait rencontrer des journalistes qui avaient récemment pris part à une enquête sur les conseils ouvriers, et le président d'un de ceux-ci : ils dépérissent. Ils réclament trop de temps aux ouvriers qui, en général, faute de compétence, laissent les ingénieurs et les cadres prendre toutes les décisions, ils vont sans doute disparaître... »

#### A CUBA

Toute l'année nous avons été préoccupés par ce qui se passait à Cuba. Il semblait qu'Annibal Escalante y fit la loi. Bien que le blocus et de lourdes pertes eussent entraîné une baisse du niveau de vie, il n'existait pas d'opposition sérieuse ; la police cependant avait établi préven-

tivement la terreur. De petits propriétaires privés avaient été forcés d'entrer dans les coopératives. La plupart de nos amis pâtissaient de ce changement. Oltuski avait perdu son poste. « *Revolucion* » agonisait : on prélevait sur le salaire des ouvriers le prix d'un abonnement à « *Hoy* » et ils n'achetaient pas d'autre journal. Un écrivain homosexuel que nous connaissions avait été promené à travers La Havane avec d'autres pédérastes : ils portaient sur leur dos un P, et on les avait incarcérés. Tous ces renseignements nous arrivaient par bribes et sans explication. On ne comprenait pas pourquoi le P.C. cubain condamnait « le déviationnisme polonais », s'alignait sur la Chine et l'Albanie et adoptait les méthodes staliniennes. Et surtout il semblait stupéfié que Castro le laissât faire. Sans doute avait-il été désarçonné par quelques échecs : l'I.N.R.A. en avait essuyé beaucoup. Il avait éprouvé le besoin d'un appareil et décidé de faire confiance au seul qui existât, le P.C. Mais devant les fautes commises, comment n'avait-il pas repris les choses en main ?

Il le fit. Il prononça le 26 mars un discours où il attaqua Escalante et tous les petits Escalante qui s'étaient mis à pulluler. Il le chassa de Cuba. Il s'attacha à réparer les erreurs de ces derniers mois.

N.D.L.R. — Dans « *le Monde* » du 11 mars, une lettre de Germaine Tillon, mise en cause dans un passage du livre de Simone de Beauvoir, apporte des précisions qui montrent encore avec quelle légèreté Simone de Beauvoir porte des jugements « définitifs ».

Un texte de Germaine Tillon, paru dans « *l'Express* », est, sans être cité, qualifié de « saloperie » par notre Simone. Or, les explications que donne Germaine Tillon sur les entrevues qu'elle a eues avec le chef « terroriste » Saadi Yacef démontrent au contraire que son attitude fut des plus honorables. Elles démontrent aussi, non moins clairement, qu'en cette occasion encore, Simone de Beauvoir tranche, de l'extérieur, en spectatrice, de questions qu'elle connaît mal ; qu'elle condamne les acteurs réellement « engagés » au nom d'une facile position intellectuelle.

## TRENTE ANS APRÈS

### La « Pravda » parle des crimes de Staline

La « *Pravda* » du 7 février a publié un article signé L. Chaoumian, un survivant du XVII<sup>e</sup> Congrès du parti communiste de l'U.R.S.S., qui s'est tenu en janvier-février 1934. Chaoumian raconte qu'à ce congrès certains délégués, se rappelant du « Testament » de Lénine, qui recommandait surtout d'enlever à Staline le poste de secrétaire général du parti pour mettre à sa place quelqu'un de « plus honnête », commençaient — avec dix ans de retard ! — d'envisager le moyen de réaliser cette mesure.

Ils n'en eurent pas le temps !

« Moins d'un an après le XVII<sup>e</sup> Congrès, l'assassinat « prémédité et soigneusement préparé » de Serge Kirov donnait à Staline un prétexte « pour une cruelle répression à l'égard de qui-conque lui déplaisait ».

Or, personne ne conteste que Kirov était un stalinien convaincu. Il l'avait prouvé en faisant la chasse aux partisans de Zinoviev à Léninegrad dont c'était le fief. Mais Chaoumian nous révèle que Kiryov s'était tout de même permis de s'opposer à la condamnation à mort de Rioutine qui avait commis le crime inexpiable de traiter Staline de « mauvais génie ».

Et nous avons ainsi une explication supplémentaire de la décision de Staline de punir son fidèle disciple Kirov pour son insubordination et attribuer ce crime à ses adversaires pour ensuite les supprimer tous.

Sur ce bain de sang, Chaoumian donne des chiffres : 70 pour cent des membres du Comité central ont été exécutés (98 sur les 139 membres

titulaires et suppléants) et 1.108 délégués sur les 1.966 que comptait le congrès.

Bien entendu, Chaoumian ne parle que de ceux qui jouaient encore un rôle au parti en 1934. Il passe sous silence les millions de victimes déjà chassées du parti et parmi lesquels figuraient les fondateurs du régime et les compagnons de Lénine !

En outre, on peut trouver bien tardif le récit de Chaoumian, publié trente ans après le crime et dix ans après la mort du criminel.

Mais il vous faut tout de même constater que cet aveu tardif laisse sans voix nos staliniens français. Qu'attendent-ils pour reconnaître leur part de culpabilité dans les crimes de Staline ?

Faut-il rappeler que la R.P. fut la seule revue ouvrière et syndicaliste française à publier régulièrement en 1936 et 1937 la « chronique du sang versé » — la seule dont toute la presse de gauche et d'extrême gauche à publier en 1956 la macabre statistique confirmée par Chaoumian ?...

Au congrès de l'Union des Syndicats de la région parisienne, tenu en 1937, d'une C.G.T. alors unique, les dirigeants staliniens eurent l'audace d'inclure dans leur rapport moral, l'approbation délirante des massifs assassinats staliniens. Fronty, Guigui, Delsol, Charbit et Hagnauer (ces trois derniers encore membres du noyau de la R.P.) furent les seuls à intervenir contre cette provocation. On n'osa pas soumettre les phrases sanglantes au vote du congrès. Mais ceux qui les inspirèrent, rédigèrent et proposèrent, sont-ils encore vivants ? Si oui, on attend d'eux un éclatant « *nostra culpa* » !

F. CHARBIT.

## ALBERT THIERRY ET MARCEL MARTINET

*L'Amitié par le Livre* : le plus ancien club du livre, fondé par Camille Belliard en 1930, grâce à des animateurs bénévoles, offre de beaux livres à moitié prix et alimente une caisse de secours aux écrivains victimes de l'adversité.

Les instituteurs et inspecteurs de l'Enseignement qui ont la charge de cette œuvre sous la rubrique : *Retour aux sources*, rééditent deux œuvres que Marcel Hasfeld par sa Librairie du Travail publia et diffusa en 1923 et en 1935 : *Les Réflexions sur l'Education*, d'Albert Thierry, suite d'études parues dans la *Vie Ouvrière* de Monatte en 1913 — et le *Proletariat et la Culture*, articles de Marcel Martinet parus dans *l'Humanité* en 1921.

C'est dire que ce sont là pour nous des bijoux de famille.

Depuis cinquante ans, nous avons lu des monographies et des livres lourds de science et d'éloquence consacrés à la Réforme de l'Enseignement, à l'éducation ouvrière, à la promotion ouvrière. Aucun ne s'est prolongé en nous par le frémissement exaltant et passionné qu'avait provoqué la découverte de ces deux poètes fraternels qui se sont donnés tout entiers dans leur œuvre littéraire, comme dans leur vie militante.

On nous a volé la *Vie Ouvrière*. On a déshonoré *l'Humanité* de Jaurès. Il nous suffit de relire ces deux livres pour que remonte en nous la colère de notre jeunesse bafouée.

Car ces deux livres, si pleins d'idées fécondes, de suggestions réalistes, de visions prophétiques, ranimeraient le courage des plus éprouvés, des plus défaillants. Pour un militant ouvrier, syndicaliste et révolutionnaire — vieux ou jeune — ce sont plus que des livres pour la Planchette... Ce sont des livres de chevet, que l'on garde à portée de la main, jour et nuit, comme un breuvage réconfortant.

R. H.

*Réflexions sur l'Education*, d'Albert Thierry (préface de Marcel Martinet), 9 F. *Le Proletariat et la Culture*, de Marcel Martinet, 6 F.

Demander catalogue et conditions d'abonnements à six romans annuels : Belliard, C.C.P. 6666 Par. Blainville-sur-Mer (Manche).

## MARCELOT

Nous avons appris trop tard pour en parler dans notre dernier numéro, la mort survenue le 1<sup>er</sup> février, de Marcelot, secrétaire de l'Union des Syndicats F.O. de la Nièvre, vieil abonné de la R.P.

Originaire de Seine-et-Marne, jeune cheminot muté dans la Nièvre, il conquit immédiatement la confiance de ses camarades de travail, et ayant sacrifié toute ambition professionnelle à ses convictions syndicalistes, il milita au sein de l'Union des syndicats dont il devait occuper le secrétariat pendant plus de trente années. C'est-à-dire qu'acceptant volontairement d'être maintenu par son administration dans des emplois subalternes, il représenta les travailleurs de la Nièvre pendant cette période mouvementée qui, débutant dans les années pénibles de la grande crise mondiale de 1930, fut marquée par les troubles de 1934, l'euphorie de 1936, la tragédie de la guerre et de la Résistance, l'unité de 1936, les scissions de 1939 et de 1945.

Marcelot participa à toutes ces luttes et demeura à son poste, fidèle serviteur de la classe ouvrière, partisan irréductible de l'indépendance du syndicalisme, ayant acquis avec de solides connaissances, la pratique de ces tâches multiples, humbles et efficaces qui incombent à un secrétaire d'Union, membre de la Commission exécutive confédérale de Force Ouvrière et investi de multiples fonctions : administrateur d'hôpitaux, délégué à la Maison de la Culture, au Comité d'expansion départemental, au Comité de la Main-d'œuvre, etc. Retraité, il fonda et présida la Section des Vieux Travailleurs de son département.

Ce « grand commis » de la classe ouvrière — sorte de bourru bienfaisant — ne se sentait chez lui qu'au milieu de ses camarades. C'est pour eux qu'il travaillait encore à son bureau de l'Union, le lundi soir, premier jour d'une semaine qu'il n'acheva pas...

D'autres sans doute ont pris sa place. Que son exemple les encourage à le continuer. Car de tels hommes n'assurent pas seulement l'existence du syndicalisme, ils en sont la raison d'être.

La brochure de Pierre RIMBERT, préfacée par Robert LOUZON :

### « POUR UN NOUVEAU MANIFESTE SOCIALISTE »

est en vente à « La Révolution Proletarienne » : C.C.P. Paris 734.99. L'exemplaire : 2 fr.

Cette brochure peut être considérée comme une première contribution doctrinale au 100<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA PREMIERE INTERNATIONALE.

Après avoir analysé les transformations du capitalisme après les guerres mondiales, les révolutions, l'émancipation des peuples colonisés, Pierre

Rimbert essaie de dégager les lignes directrices actuelles de la pensée et de l'action du socialisme ouvrier, ce terme étant pris dans son sens le plus large, comme courant général des classes exploitées. Procurez-vous, lisez et discutez :

« POUR UN NOUVEAU MANIFESTE SOCIALISTE »

LA SOUSCRIPTION DES ACTIONS DE LA COOPERATIVE

### « LES EDITIONS SYNDICALISTES »

CONTINUE

Par définition, elle n'est d'ailleurs jamais close, en vertu des statuts même d'une coopérative de consommation comme la nôtre. A tout moment, un « consommateur » — c'est-à-dire un lecteur de la « R.P. », de nos brochures et éditions, un acheteur d'ouvrages en notre magasin, peut souscrire une ou plusieurs actions.

Nous pouvons déjà être satisfaits des résultats obtenus : en dehors des dons et prêts initiaux qui nous ont permis de démarrer, un millier d'actions environ ont été souscrites.

Cette souscription a bien été internationale. Nous tenons à mettre en valeur la part qu'y a prise la « Sverige Arbetaren Centralorganisation », la SAC de Suède. Grâce au concours que celle-ci apporte à la Commission Internationale de Liaison Ouvrière (CILO), cette dernière a pu contribuer substantiellement à notre souscription.

L'ASSEMBLEE GENERALE CONSTITUTIVE, réunie dans les formes légales, aura lieu le samedi 11 avril 1964, à 15 h. 30, à Paris.

Cet avis tient lieu de convocation. Une lettre individuelle précisera si cette assemblée se tiendra encore 14, rue de Tracy, ou bien, comme nous le souhaitons, dans le nouveau local du 21, rue Jean-Robert (18<sup>e</sup>). Cela dépend de l'avancement des travaux actuellement en cours pour rendre ce local à la fois utile et agréable.

Nota : Pour le moment, les camarades sont priés de ne pas encore adresser la correspondance au 21, rue Jean-Robert, mais au 14, rue de Tracy ou, mieux encore, à ROBERT MARCHETI, 103, RUE ORFILA, PARIS 20<sup>e</sup> - C.C.P. Paris - 7473.08.

# LES FAITS DU MOIS

**SAMEDI 1<sup>er</sup> FEVRIER.** — A Clichy, congrès du Parti Socialiste qui a ratifié la candidature de Defferre à la Présidence de la République.

**LUNDI 3.** — La Société Usinor de Denain met en chômage 4.500 ouvriers métallurgistes.

Aux usines Citroën, C.G.T., F.O. et C.F.T.C. dénoncent les atteintes au droit syndical.

**MARDI 4.** — Fin du lock-out de deux semaines à La « Cellulose du Rhône » de Tarascon.

L'U.R.S.S. accuse l'Allemagne fédérale de fabriquer des ogives nucléaires.

**MERCREDI 5.** — Grève de deux jours des Etudiants d'Espagne.

Grève de 24 heures des fonctionnaires italiens. Agitation dans la métallurgie à Nevers, Denain, Bordeaux, Creil.

Grève de la R.T.F.

**JEUDI 6.** — Marche sur Nantes des ouvriers de Saint-Nazaire.

Dépôt du rapport Toutée sur les rémunérations dans les entreprises nationalisées.

Arrestation en Floride des pêcheurs cubains ayant violé les eaux territoriales des U.S.A.

**VENDREDI 7.** — Le gouvernement cubain interrompt l'approvisionnement en eau de la base américaine de Guantanamo.

**SAMEDI 8.** — Mise en garde de M. Khrouchtchev contre une intervention de l'OTAN à Chypre.

**MARDI 11.** — Formose rompt les relations diplomatiques avec la France.

A Athènes, manifestation contre l'OTAN.

Devant le Conseil de Sécurité, plainte de la Somalie contre l'Ethiopie.

**MERCREDI 12.** — Le gouvernement chypriote s'oppose aux propositions anglo-américaines.

**DIMANCHE 16.** — Elections en Grèce : Renversement de majorité.

Willy Brandt est élu président de la social-démocratie allemande.

**LUNDI 17.** — Grève de la R.T.F.

**MARDI 18.** — Coup d'Etat militaire au Gabon.

Les Etats-Unis retirent leur assistance financière aux pays commerçant avec Cuba.

A Nantes, manifestation pour le Droit au travail, grève de 24 heures des Services publics : 60.000 personnes y participent.

**JEUDI 20.** — Grâce aux troupes françaises, le président du Gabon reprend le pouvoir.

Marcel Prenant et ses amis réclament la réhabilitation d'André Marty.

**VENDREDI 21.** — L'U.N.E.F. annule la manifestation contre le ministre Fouchet à cause de la visite du président italien Segni.

**LUNDI 24.** — Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne reconnaissent le nouveau régime de Zanzibar.

Congrès de la Fédération des exploitants agricoles à Paris.

**MERCREDI 26.** — Conseil confédéral de la C.F.T.C. qui vote la suppression de la référence chrétienne par 33 voix sur 44.

**VENDREDI 28.** — Dix agents de la R.T.F. suspendus à la suite de la grève du 17 février.

## DEPENSES :

Impression et papier « R.P. » octobre 1963	1.328,80
Impression et papier « R.P. » novembre 1963	1.328,80
Frais d'expédition	125,29
Autres frais généraux	274,10
Pour le local	40,00
Total des dépenses	3.096,99

En caisse à fin janvier 1964 :

Espèces	217,97
Chèques postaux	2.001,75
	2.219,72

5.316,71

## LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Roger Bésus (Seine-Maritime), 25; Louis Bonnier (Haute-Garonne), 25; Antoine Borle (Gironde), 30; René Boudet (Paris), 50; Marcel Deleau (Gironde), 70; Dr René Goffin (Belgique), 100; Marthe Guillaume (Loire), 50; Yvonne et Roger Hagnauer (Seine-et-Oise), 26; Mailland (Seine), 30; Louise Marcadet (Seine-et-Oise), 30; Louis Martinollet (Aude), 25; Lucien Marzet (Seine), 25; Félix Rivière (Rhône), 30; A. Simplet (Rhône), 25; Urbain Thévenon (Loire), 30; Gilbert Walusinski (Seine-et-Oise), 50. — Total : 621 francs.

## LA SOUSCRIPTION

André Bertat (Côte-d'Or), 5; Ernest Berthier (Alpes-Maritimes), 3; G. Cheron (Paris), 5; Dichamp, 5; Francis Dufour (Aude), 5; Jean Duperray (Loire), 6; René Gaudin (Seine-et-Marne), 5; Jean Jagaille (Seine), 5; Adolphe Jardin (Côte-d'Or), 5; Joseph Jumeau (Belgique), 2; René Lagneau (Moselle), 5; Antoine Laval (Seine), 5; Jules Marie (Seine), 5; Jean-Ph. Martin (Seine), 5; Jaime Padros (Rhône), 5; J. Paupy (Puy-de-Dôme), 5; Eugène Perrot (Bouches-du-Rhône), 1; Jean Piney (Seine-et-Marne), 3; Albert Ponsot (Paris), 5; Marc Prevotel (Paris), 5; G. Ragot (Loire-Atlantique), 5; Roger Stévenin (Jura), 5; Marcel Testud (Loire), 5; Georges Thomas (Indre), 10; Georges Yvernel (Paris), 5. — Total : 120 francs.

## MOIS DE FEVRIER 1964

### RECETTES :

Abonnements ordinaires	328,55
Abonnements de soutien	325,00
	653,55
Souscription	50,50
Vente au numéro	54,00
Vente des brochures	18,95
	777,00
Total des recettes	777,00
En caisse à fin janvier	2.219,72
	2.996,72

### DEPENSES :

Frais d'expédition	20,70
Téléphone	88,00
Pour le local	10,00
Autres frais généraux	49,20
	167,90
Total des dépenses	167,90
En caisse à fin février :	
Espèces	237,07
Chèques postaux	2.591,75
	2.828,82
	2.996,72

## D'où vient l'argent ?

### MOIS DE JANVIER 1964

#### RECETTES :

Abonnements ordinaires	786,60
Abonnements de soutien	621,00
	1.407,60
Souscription	120,00
Vente au numéro	16,50
Vente des brochures	23,45
Pour le local	50,00
Divers	50,00
Total des recettes	1.667,55
En caisse à fin décembre 1963	3.649,16
	5.316,71

### LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Alfred Bardin (Seine), 100; Eugène Lacrouts (Calvados), 45; Tony Peyre (Loire), 60; Roger Roessel (Paris), 35; Henri Sorin (Loire-Atlantique), 30; Georges Suant (Seine), 30; Gaston Vallant (Seine), 25. — Total : 325 francs.

### LA SOUSCRIPTION

Frédéric Boissier (Loire), 5; H. Christophe (Paris), 5; Maurice Dommanget (Oise), 5; Jean Duperray (Loire), 6; Roger Guéret (Puy-de-Dôme), 5; Eugène Héran (Aveyron), 3; Victor Nan (Haute-Garonne), 3; Marceline Pironin (Puy-de-Dôme), 3,50; Etienne Poret (Nord), 5; Paul Rassiner (Seine), 5; Albert Simon (Isère), 5. — Total : 50,50 F.

Un document qui vient à son heure et qui ouvre de nouveaux horizons  
à tous les militants de la classe ouvrière

## **POUR UN NOUVEAU MANIFESTE SOCIALISTE**

par **Pierre RIMBERT**

avec une préface de **Robert LOUZON**

L'exemplaire : **2 francs**

---

La Chine et ses problèmes sont au premier plan de la politique internationale. Pour en comprendre mieux les données économiques et sociales, lisez

## **LA CHINE**

Ses trois millénaires d'histoire  
Ses cinquante ans de révolution

par **Robert LOUZON**

L'exemplaire : **4 francs**

à **La Révolution prolétarienne**, 14, rue de Tracy, Paris 2<sup>e</sup>  
C.C.P. Paris 734.99

---

## **LE MAIRE DU PALAIS**

le nouveau livre de **Maurice LIME**

va paraître au prix de souscription de 12 francs

chez Antoine KIRSCH, 208, avenue Jean-Jaurès, Clamart (Seine)

C.C.P. 3777-40 Paris

Après

**LES BELLES JOURNEES**, l'épopée ouvrière de 1936

**METRO PLACE DES FETES**, le retour « aux manivelles » du militant ouvrier  
traqué par l'appareil stalinien

Voici

**LE MAIRE DU PALAIS**, l'apparition sur la scène sociale  
du personnage-type de la nouvelle classe : le technocrate